

Bulletin d'information syndicale

Octobre-Novembre 2024

NUMÉRO 13

[Politique des médias publics du RESU](#)



Kyiv : première neige d'hiver, et black-out total...

Dans ce numéro (couvrant les événements du 1er octobre 2024 au 24 novembre 2024)

Bienvenue dans le numéro d'octobre-novembre 2024 de la lettre d'information syndicale du RESU. Nous y présentons les campagnes d'urgence sur l'énergie hivernale menées par les instances dirigeantes des syndicats ukrainiens, la Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU) et la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU).

Assurez-vous de faire connaître ces campagnes dans vos réseaux !

Nous marquons également deux victoires importantes : la libération du militant des droits humains et soldat Maksym Butkevych et l'adoption par le Parlement européen, en raison des députés de gauche, d'une résolution contre la "flotte fantôme" des pétroliers russes.

Il est également question de la lutte acharnée des professionnels de la santé ukrainiens, doublement mis à l'épreuve par leurs responsabilités en matière de soins aux victimes de la guerre et par la détérioration de leurs conditions de travail.

Nous introduisons également trois nouvelles rubriques : la première de notre série d'entretiens approfondis avec des personnalités syndicales favorables à l'Ukraine ; une analyse de la gauche ukrainienne et une section de discussion.

Nous espérons que ce numéro vous aidera dans votre effort de solidarité avec l'Ukraine !

Contenu

Éditorial	2-4	Lutte des étudiants en Ukraine	37-41
Aider les syndicats ukrainiens à passer l'hiver	5-8	Luttes des LGBTI+ en Ukraine	42
Stopper les importations de combustibles fossiles russes	9-13	Autres nouvelles et analyses sur l'Ukraine	43-51
Interview de syndicalistes pour l'Ukraine	14-19	Solidarité (appels de fonds et nouvelles)	52-60
Lutte des travailleurs de la santé en Ukraine	20-27	L'Ukraine en exil	61
Autres luttes des travailleurs en Ukraine	28-32	Analyse de la gauche ukrainienne	62
Luttes communautaires en Ukraine	33-34	Luttes ouvrières au Belarus	63-65
Lutte des femmes en Ukraine	35-36	Discussion	66-69
		Lectures complémentaires	70

Éditorial

Pour la liberté de l'Ukraine et la nôtre ! Contre l'extrême droite - défendons la démocratie et les droits des travailleurs !

Les temps sont durs pour le syndicalisme en Ukraine et dans le monde entier. La victoire de Trump à l'élection présidentielle américaine a ouvert un scénario plus sombre et plus complexe de montée de la menace de la droite et de l'extrême droite. Pour les travailleurs et les pauvres, les réponses "faciles" standard offertes par le capitalisme débridé et irresponsable sont de garder la tête baissée et de continuer à travailler (si nous avons un emploi ou si nous pouvons en trouver un) et de continuer à consommer (s'il nous reste de l'argent après avoir payé le loyer et les factures).

En période de crise, cette "normalité" s'apparente à un effort pour tromper, détourner et amortir la colère qui grandit face à la dégradation des conditions de vie et de travail, à l'urgence climatique, aux cancers de la xénophobie et de la haine raciale et à la montée du militarisme.

L'Ukraine, tout comme l'attaque du gouvernement israélien contre Gaza et le Liban, reste au centre de l'attention de l'Europe et du monde. La situation militaire s'aggrave, étant donné la réponse inadéquate en armes et en munitions que le gouvernement ukrainien reçoit depuis longtemps de la part de ceux qui se vantent de "soutenir l'Ukraine jusqu'à la victoire".

La victoire de Trump et le spectre d'un accord conclu avec Poutine aux dépens de l'Ukraine rendent l'impasse sur le champ de bataille encore plus inquiétante. Elle est également aggravée par la politique du gouvernement ukrainien lui-même, qui, [comme l'explique Oleksandr Kyselov du Mouvement social](#), "suggère un choix délibéré des élites dirigeantes de transférer le fardeau de la résistance à l'agression sur les gens ordinaires".

En réponse, le mouvement labour de solidarité avec l'Ukraine doit redoubler d'efforts pour une victoire ukrainienne. La troisième année de guerre ne sera probablement pas comme les précédentes : soit des progrès sont réalisés sur le front de bataille en vue d'une victoire sur l'envahisseur et des avancées sont réalisées à l'intérieur du pays pour restaurer la valeur réelle des salaires et des droits du travail et arrêter le glissement de millions de personnes dans la pauvreté, soit le revers qui en résultera se répercute dans toute l'Europe.

La tâche immédiate du mouvement syndical soutenant l'Ukraine est de répondre à l'appel urgent de leurs frères et sœurs ukrainiens pour une aide humanitaire afin de faire face à l'hiver, tout en défendant le rôle du mouvement syndical ukrainien en tant qu'interlocuteur - et acteur social - face à un gouvernement déterminé à les marginaliser. Quelle est la meilleure façon d'y parvenir ?

D'abord, en alertant les adhérents de nos syndicats sur les enjeux de la bataille qui se déroule en Europe et dont les caractéristiques rappellent la période qui a précédé la Seconde Guerre mondiale. Après avoir installé la dictature en Allemagne, Hitler a préparé sa machine de guerre devant la passivité de l'Occident dit démocratique, l'Angleterre et la France ayant d'abord abandonné la République espagnole à la dictature militaire de Franco, puis s'étant entendues avec Hitler et Mussolini pour dépecer la Tchécoslovaquie.

Si, à notre époque, Poutine parvient à acquérir un cinquième ou un quart de l'Ukraine grâce à l'aide de Trump et à l'inaction européenne, qui peut être sûr que ce ne sera pas le prélude à une nouvelle guerre, plus étendue, avec des répercussions dans le monde entier, mais surtout en Europe ?

Le Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine appelle les syndicats solidaires de l'Ukraine à se mobiliser pour soutenir les campagnes d'aide d'urgence pour l'hiver proposées par la

Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU) et la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU), dont les détails sont disponibles aux pages 5 à 8.

Cette campagne devrait être dirigée à la fois vers les membres et les sympathisants des syndicats individuels, mais aussi pour exiger le soutien du gouvernement à tous les niveaux.

L'ENSU demande également aux parlements, aux groupes parlementaires et aux partis - en particulier ceux qui se réclament de la gauche et défendent le droit à l'autodétermination nationale - d'exiger du gouvernement (1) que l'Ukraine reçoive les armes dont elle a besoin pour gagner, et (2) que de véritables sanctions soient imposées aux entreprises russes et autres qui soutiennent l'agression de Poutine et tirent profit de la guerre. En particulier, comme l'explique l'éditorial de notre dernière *Newsletter*, le mouvement syndical devrait s'approprier la campagne visant à réduire fortement les importations de combustibles fossiles russes en vue de leur suppression complète (voir la couverture de la campagne aux pages 9 à 13).

Troisièmement, les syndicats doivent continuer à défendre les droits des travailleurs et des syndicats en Ukraine, par le biais de leurs propres déclarations et de celles qu'ils peuvent parrainer dans les parlements nationaux et régionaux et les organes gouvernementaux locaux, en prenant soin de communiquer leur position à la présidence, au gouvernement et au parlement ukrainiens, ainsi qu'aux principaux organes syndicaux ukrainiens (voir les coordonnées à la page 8).

Trump

La victoire de Donald Trump dramatise les enjeux de la lutte pour une victoire ukrainienne. Comme l'explique Colin Long dans sa contribution en page 66, le spectre de la destruction des droits démocratiques, sociaux et syndicaux se profile de plus en plus lorsque deux des puissances dominantes du monde sont dirigées par des autoritaires déterminés à "rendre leur pays grand à nouveau".

L'ENSU estime que le moment est venu pour le mouvement syndical de s'engager dans une défense internationale unie des droits démocratiques et syndicaux contre cette menace croissante de l'extrême droite, en commençant par l'Ukraine. Soulevons d'urgence ce besoin au sein de chaque syndicat en Europe, en commençant par ceux qui apportent déjà leur soutien à l'Ukraine, en promouvant une discussion collective sur la manière de développer une action commune, unie, visible et audacieuse contre ces forces qui considèrent le travail organisé comme leur plus grand ennemi.

GROUPE ÉDITORIAL

Alfons Bech, coordinateur syndical, ENSU, membre des Commissions des travailleurs de Catalogne (CCOO)

Vasyl Andreyev, président du syndicat de la construction de la Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU)

Maksim Pazniakou, président par intérim du Congrès biélorusse des syndicats démocratiques (BKDP)

Luca Cirigliano, responsable des affaires internationales, Union syndicale suisse (USS)

Cati Libre, secrétaire internationale, Union générale des travailleurs (UGT), Catalogne

Colin Long, Just Transitions Officer, Victorian Trades Hall Council (VTHC), Australie

John Moloney, secrétaire général adjoint, Public and Commercial Services Union (PCS), Royaume-Uni

Frederico Henrique, dirigeant des Travailleurs de la lutte socialiste (TLS), Brésil

André Frappier, ancien président de la section locale de Montréal du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP)

Martin Gaillie, délégué du Syndicat des universitaires de l'Université du Québec au Conseil central du Montréal métropolitain de la Confédération des syndicats nationaux (CSN)

Patrick Le Tréhondat, membre de l'Union Syndicale Solidaires (USS), France

Dick Nichols, Groupe de coordination du RESU, membre du Syndicat des journalistes de Catalogne (SPC)

Patricia Paris, ENSU, ancien délégué entreprise de la Confédération générale du travail (CGT), France

Nous proposons d'ouvrir ce débat par cet éditorial. Tout d'abord, bien sûr, nous pensons que ce sont les syndicats ukrainiens, la FPU et la KVPU, qui doivent voir l'utilité et la possibilité de s'approprier cette proposition, de la conduire, de l'orienter pour répondre aux besoins qu'ils considèrent comme les plus urgents. S'ils sont d'accord, il faut agir. Une action qui pourrait déboucher sur une grande délégation internationale à la veille du troisième anniversaire de la guerre en février prochain, avec des délégués des organisations syndicales les plus importantes qui se réuniraient pour établir des plans d'aide concrets en faveur de la résistance de l'Ukraine et de sa reconstruction présente et future.

Donc, réflexion collective puis action collective.

En attendant, commençons par répondre aux listes de besoins urgents de la FPU et de la KVPU.

¡No pasarán !

Alfons Bech, coordinateur syndical du RESU



Victoire de la campagne Maksym Butkevych est libre !

Entretien avec Maksym Butkevych, qui a participé à l'échange de prisonniers avec la Russie le 18 octobre. L'entretien a été réalisé par Zmina, le centre ukrainien des droits humains que Butkevič a contribué à fonder.

Traduction par Europe Solidaires Sans Frontières

Ukraine : Du défenseur des droits humains au prisonnier de guerre : Le voyage de deux ans de Maksym Butkevych à travers la captivité russe

NOTE : Le taux de change de la hryvnia ukrainienne (UAH) par rapport à l'euro utilisé dans ce numéro de la lettre d'information est celui en vigueur le 22 novembre 2024.

Médias sociaux du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine

Site web : www.ukraine-solidarity.eu

Facebook : <https://www.facebook.com/EuropeUkraineSolidarity/>

Campagne : Aidez les syndicats ukrainiens à passer l'hiver !



Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU)

Toutes les questions relatives à cette liste de conditions doivent être adressées au responsable international de la FPU, Vasyl Andreyev, à l'adresse suivante : anvaprofbud@gmail.com

Nom de l'affilié	Nom de l'article	Quantité	Motif de la demande
Bureau régional du syndicat de Dnipro <i>(en première ligne)</i>	Accumulateurs Ultracell UCG250-12,12V,250Ah	2	Des "salles de soutien énergétique" pour le quartier environnant ainsi qu'un approvisionnement critique pour l'organisation
	Accumulateurs (UCG85-12,12 V, 85 Aч)	3	Soutien à la ligne d'éclairage d'urgence
	Piles d'accumulateurs (UCG85-12, 5 V)	1	Alimentation continue en énergie pour la circulation du chauffage
	Station de recharge Bluetti EB70 220-240 V	1	E-mail et serveur en attente
Bureau syndical régional de Zhytomir	Générateur électrique 25-50 kW	1	Approvisionnement en énergie critique pour la maison syndicale régionale, Zhytomir
Bureau du syndicat régional de Zaporizhzhya <i>(en première ligne)</i>	Stations d'accumulation de puissance 1,8 kW	2	Approvisionnement en énergie critique pour la maison syndicale régionale, Zaporizhzhya
Bureau syndical régional de Kropivnitski	Générateur électrique 5 kW	1	Approvisionnement en énergie critique pour la maison régionale des syndicats, Kropivnitski
	Stations d'accumulation de puissance 2 kW	6	
	Équipement de chauffage électrique 2 kW	6	
Bureau régional du syndicat de Lviv	Générateur électrique 8-10 kW	6	Approvisionnement en énergie critique pour la maison régionale des syndicats, Lviv
	Stations d'accumulation de puissance 1 kW	10	
	Équipement de chauffage électrique	30	
Bureau de l'union régionale de la ville de Kiev	Générateur électrique 120 kW	1	Approvisionnement en énergie critique pour la maison régionale des syndicats, région de Kiev
Bureau régional du syndicat de Rivne	Générateur électrique 7 kW	1	Fourniture d'énergie essentielle à la maison syndicale régionale de Rivne et soutien aux affiliés locaux
	Ordinateurs (portables ou PC)	6	
	Technique de copie MFU	3	

	Caméras de surveillance	4	
Bureau du syndicat régional de Ternopil	Stations d'accumulation de puissance 1,5-2 kW (alias EcoFlow, Bluetti)	4	Approvisionnement en énergie critique pour la maison syndicale régionale de Ternopil
	Générateur électrique inverseur 3kW	1	
	Équipement de chauffage électrique 1,5 kW	5	
Bureau du syndicat régional de Ternopil	Blocs d'alimentation incassables pour ordinateurs (aka. UPS)	7	Approvisionnement en énergie critique pour la maison syndicale régionale de Ternopil
	Lampes à accumulation auto-alimentées	10	
Bureau syndical régional de Khmelnitski	Stations d'accumulation de puissance 3 kW	1	Ligne d'éclairage d'urgence et fourniture d'énergie non-stop pour le chauffage de la maison syndicale régionale Khmelnitski
Bureau syndical régional de Cherkassy	Stations d'accumulation d'énergie 1-2 kW	2	Approvisionnement en énergie critique pour la maison régionale des syndicats, Cherkassy
	Équipement de chauffage électrique	2	
Bureau syndical régional de Chernihiv (en première ligne)	Stations d'accumulation d'énergie 1-2-3 kW	8	Approvisionnement en énergie critique pour la maison régionale des syndicats, Chernihiv
Bureau régional du syndicat de Vinnytsa	Générateur électrique 20 kW	1	Approvisionnement en énergie critique pour la maison régionale des syndicats, Vinnytsa
Bureau régional du syndicat de Sumy (en première ligne)	Stations d'accumulation d'énergie 1-2 kW	3	Approvisionnement en énergie critique pour la maison régionale des syndicats, Sumy
	Panneaux solaires 300 W/h	5	
	Équipement de chauffage électrique	3	
	ordinateurs portables	2	
Foyers syndicaux dans 5 régions	Lave-linge - linge (10-20 kg)	10	Des abris syndicaux pour les besoins critiques
	Stations d'accumulation de puissance 3200 W	10	
	Équipement de chauffage électrique (huile ou céramique)	20	
	Générateur électrique essence ou diesel 5-10 kW	10	

Campagne : Aidez les syndicats ukrainiens à passer l'hiver !

Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU)



Конфедерація
вільних профспілок
України

Toutes les questions relatives à cette liste de conditions doivent être adressées à la responsable internationale de la KVPU, Olesia Briazgunova, à l'adresse suivante : olesia@international.kvpa

Besoins de la KVPU		
1. Генератори\ Générateurs		
	Номінальна потужність\Capacité : 4,0-4,9 кВт\kW	Номінальна потужність Capacité : 5,0-5,9 кВт kW
Назва/Nom	SIGMA 4.0/4.5 кВт(5710741)	Felisatti ИБГ-7500ЕК/F97500
Тип палива/ Type de carburant	Інверторний бензиновий генератор/ Générateur à essence à inverseur	Générateur à essence à inverseur
Ціна (грн)/ Prix (UAH)	22 220 [€508]	33575 [€768]
Посилання/ link	https://skvagina.com.ua/instrument/generator/invertornye-benzinovye-generatory/sigma-5710741.html	https://rozetka.com.ua/ua/felisatti-ibg-7500ek-f97500/p395262027/
Кількість\NQuant ité nécessaire	5	5
2. Зарядні станції/ Centrales électriques portables		
	Номінальна потужність/ Capacité : 1500-1499Вт / kW	Номінальна потужність / Capacité : 2000- 2499 Вт / kW
Назва/Nom	EcoFlow DELTA Max 1600 (DeltaMAX1600-UK)	BLUETTI AC200MAX (PB930906)
Ємність/Capacité	1612 Вт-год W/h	2048 Вт-год W/h
Номінальна потужність/ Puissance nominale	2000 Вт \ W	2200 Вт \ W
Ціна (грн)/ Prix (UAH)	48 989 [€1120]	54 573 [€1248]
Посилання lien	storeinua.com	storeinua.com
Кількість\NQuant ité nécessaire	15	15
3. Повер-банки/ Powerbanks		
	Номінальна потужність : 20000-40000МА*год	Номінальна потужність : 40000-60000МА*год
Назва/Nom	Ttec ReCharger Ultra 30000	BLUETTI AC200MAX (PB930906)

Емність/ Capacité	30 000 mAh	60000 mAh
Сила струму/ Force actuelle	2.1A	2,1 A
Ціна (грн)/ Prix (UAH)	1 100 [€25]	2250 [€51]
Посилання/ link	<u>Rozetka</u>	<u>Rozetka</u>
Кількість\NQuant ité nécessaire	150	100

Pour communiquer des déclarations de soutien aux luttes du peuple ukrainien, contacter :

FPU

Courriel fpsu@fpsu.org.ua

KVPU

Courriel info@kvpu.org.ua

Bureau de presse du président ukrainien

Courriel : presidentpressoffice@apu.gov.ua;
pressoffice@apu.gov.ua; letter@apu.gov.ua

Parlement de l'Ukraine (Verkhovna Rada)

Courriel : vidmz@rada.gov.ua

Centre de contact du gouvernement ukrainien

Courriel 1545@ukc.gov.ua

Ministère ukrainien des affaires étrangères

Courriel : zsmfa@mfa.gov.ua

Campagne : Arrêtez les importations de combustibles fossiles russes !

Le Parlement européen adopte la résolution de la gauche nordique contre la “flotte fantôme” russe

Source : Parti de gauche (Suède)

(14 novembre 2024) Lors de la campagne électorale de l'Union européenne (UE), nous avons promis de faire tout ce qui était en notre pouvoir pour soutenir l'Ukraine. Nous venons d'adopter (!) une résolution visant à stopper la flotte fantôme russe.

La flotte fantôme se compose de navires mal entretenus, souvent non assurés et dont la propriété n'est pas claire, qui exportent du pétrole et du gaz russes via la mer Baltique, en violation des sanctions de l'UE à l'encontre de la Russie.

Les recettes de ces exportations financent la guerre en Ukraine. La flotte fantôme menace à la fois l'environnement et la population de l'Ukraine.

Avec la résolution d'aujourd'hui, que Hanna Gedin et Jonas Sjöstedt (photo) ont habilement réussi à faire adopter par le Parlement européen, une forte pression est désormais exercée sur la Commission européenne et les États membres pour qu'ils prennent les décisions nécessaires pour mettre fin à la flotte fantôme.

C'est une grande victoire pour tous ceux qui veulent arrêter la guerre en Ukraine.

Pour plus d'informations :

[Texte de la résolution adoptée](#)

[Briefing sur la flotte fantôme russe](#)

Pourquoi les pétroliers russes “fantômes” naviguent-ils toujours en mer Baltique ?

par Li Andersson, Jussi Saramo, Jonas Sjöstedt, Merja Kyllönen, Per Clausen, Hanna Gedin, Jan van Aken, Maciej Konieczny et Zofia Malisz

Source : [EUObserver](#)

(13 novembre 2024) En tant qu'eurodéputés et députés de gauche, nous espérons qu'une large majorité nous soutiendra lors du vote important de jeudi (14 novembre) sur la résolution du Parlement européen concernant la flotte fantôme russe. Il s'agit d'une question extrêmement sérieuse pour l'Ukraine et la mer Baltique.

L'un des principaux moyens de soutenir l'Ukraine est de mettre fin à toutes les recettes qui financent la guerre illégale menée par la Russie. Pour ce faire, l'UE doit passer des paroles aux actes et mettre un terme à la flotte fantôme russe qui transporte du pétrole sur des navires rouillés via la mer Baltique.

Depuis les plages d'Helsingborg, de Jastarnia ou de Warnemunde, on peut apercevoir les pétroliers géants qui appartiennent à la flotte fantôme russe. Ce sont ces navires qui transportent le pétrole des ports russes vers le marché mondial, en violation des sanctions internationales.

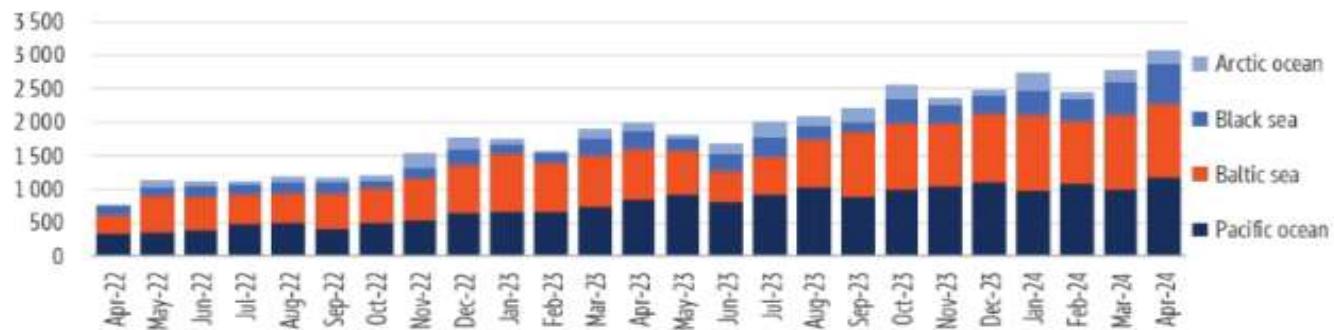
Les sanctions du G7 à l'encontre de la Russie visent à plafonner les prix du pétrole russe, mais ce mécanisme est contourné par l'utilisation de navires de la flotte fantôme battant pavillon d'autres pays.

La compagnie maritime publique russe Sovcomflot possède environ un tiers des navires de la flotte fantôme, tandis que les autres appartiennent à des investisseurs privés à la recherche d'un gain rapide. Les pétroliers sont entièrement chargés de pétrole, qui est revendu à un prix supérieur à celui autorisé par les sanctions.



Depuis 2023, plus de 2 500 pétroliers russes ont navigué en mer Baltique, la plupart d'entre eux appartenant à la flotte fantôme. Ce commerce est essentiel pour permettre à la Russie de financer sa guerre illégale contre l'Ukraine. Selon le Centre for Eastern Studies, près de la moitié des exportations totales de pétrole brut de la Russie transitent par la mer Baltique.

Figure 6 – Russia's seaborne crude oil shipments by shadow fleet, kbbi(1 000 barrels)/day



Source: [KSE Institute](#), June 2024.

Si nous voulons imposer de véritables sanctions à l'économie russe, l'UE doit agir de manière décisive afin d'arrêter les énormes pétroliers qui transportent quotidiennement du pétrole au large des côtes de la Finlande, de la Suède, de la Pologne, de l'Allemagne et du Danemark.

Une bombe à retardement

Un autre élément rend la question urgente. En plus de financer la machine de guerre russe, la flotte fantôme est une bombe à retardement qui menace l'environnement dans et autour de la mer Baltique.

La flotte fantôme se compose de navires obsolètes, rouillés et souvent non assurés, dont les informations relatives à la propriété ne sont pas claires. Souvent, le pétrole est transféré d'un navire à l'autre en mer, avec un risque élevé de marée noire. La question n'est pas de savoir si - mais quand - une catastrophe environnementale se produira en mer Baltique.

Alors que l'UE fournit à l'Ukraine des armes et de l'argent, de nombreux États membres continuent de financer la Russie en important du pétrole et du gaz fossile. Il est catastrophique que l'UE n'ait pas encore agi pour mettre un terme à ces importations.

En pratique, cela signifie que l'UE aide l'Ukraine d'une main et remplit le trésor de guerre de Poutine de l'autre. Si nous voulons vraiment faire tout ce qui est en notre pouvoir pour soutenir l'Ukraine, nous devons immédiatement cesser d'acheter le pétrole qui finance la guerre. Nous proposons quelques mesures concrètes pour lutter contre les opérations de la flotte fantôme :

- Interdire la vente de pétroliers occidentaux à des acheteurs n'appartenant pas à la coalition du G7 pour le plafonnement des prix du pétrole.
- Sanctionner un plus grand nombre de navires de la flotte fantôme actuellement en activité, comme l'a déjà fait le Royaume-Uni.
- Exercer une pression accrue sur les courtiers en pétrole et les raffineries qui achètent du pétrole pour qu'ils se détournent des produits russes.
- Renforcer la coopération entre les fonctionnaires locaux et européens et permettre à l'Agence européenne pour la sécurité maritime de surveiller les navires de la flotte fantôme et de vérifier qu'ils ne violent pas le droit maritime et les règles environnementales.

Le moment est venu pour l'UE de passer des paroles aux actes. Les navires non conformes aux normes, dépourvus d'assurance et violant les sanctions, n'ont pas leur place dans l'UE.

Note : Li Andersson, Jussi Saramo, Jonas Sjöstedt, Merja Kyllönen, Per Clausen et Hanna Gedon sont des [députés européens de gauche](#). Jan van Aken est codirigeant de [Die Linke](#) en Allemagne, Maciej Konieczny est député du [Razem](#) en Pologne et Zofia Malisz est membre du Conseil national du Razem.

Appel public au gouvernement britannique : Stop Seapeak !

SCOTS TANKER FIRM FACES CRACKDOWN CALLS

PUTIN'S GAS SHIPS MUST BE STOPPED

Shipping company accused of helping fund war against Ukraine



BY PAUL HUTCHISON

A GLASGOW shipping firm has been accused of helping Russia fund the war in Ukraine.

Campaigners want a crackdown on Seapeak Maritime carrying Russian liquefied natural gas.

A activist Svetlana Romanova said: "Every shipment of Russian LNG is a lifeline for Putin's war machine."

FULL STORY PAGES 4-5

EXCLUSIVE CAMPAIGN GROUP WANTS

PLUG PULLED ON CARNAGE

Stop fuelling Putin's war

» Scots-based shipping company urged to stop carrying Russian gas

» Firm accused of contributing to devastation of Ukrainian people

MESSAGE
Svetlana Romanova of
Svitlana We Stand
for Action

BY PAUL HUTCHISON
CAMPAIGNERS are demanding a clampdown on a Glasgow shipping firm accused of helping Putin fund his war of terror in Ukraine.

They want Scottish ministers to ban the company from carrying the natural gas it imported from Russia.

Paul Cooper, secretary of the Ukraine Solidarity Campaign in Scotland, said: "As a UK-based shipping company like Seapeak Maritime continue to help Russia export its gas, the UK is failing to live up to its moral responsibilities."

Russia invaded Ukraine in 2022 and Putin is using cash from its country's gas resources to fund his war.

The UK responded last year by banning all ships with any Russian interests from entering UK ports.

Labour Foreign Secretary Tristam Hunt ramped up the sanctions this month with a fresh round of measures, including a ban on Russian oil and LNG tankers.

However, UK firms have started transporting Russian gas across the north sea to countries around the world.

Seapeak Maritime, based on Elliot Street in Glasgow, near the Clyde, operates tankers and oil tankers which carries Russian gas from Siberia to Europe, and its work is legal and does not breach any sanctions.

Opponents want the UK Government to close this loophole.

More than 100 Labour MPs, as well as SNP and Labour politicians have signed a letter coordinated by the Svitlana We Stand for Action campaign for a ban on Russian gas tankers.

The signatures, including Labour MP Carl Sargeant and SNP MP Aileen McLeod, demand a ban on the shipping and insurance of Russian LNG.

The letter states: "We stand with Ukraine in its fight for independence based on the withdrawal of all Russian troops from Ukraine."

Seapeak Maritime has reportedly agreed to stop fueling its ports of London, including its docks, to ensure that its ships do not contribute to the suffering of the Ukrainian people. While bonds and insurance

debtors are still in their countries this that fuel the Kremlin's war of terror.

By allowing UK-based firms to insure Russian LNG shipments, or those like Seapeak Maritime, the UK is helping to finance the destruction of Ukrainian cities with bombs and bombs.

The UK Government must decisively to cut off these financial flows and stop contributing to the devastation of our people."

Svetlana Romanova, founder of Svitlana We Stand for Action, said:

"It's令人震惊 that despite the UK's efforts, there are still UK-based companies providing the economic support that allows Russia to continue financing this criminal war of aggression."

Standing in solidarity with Ukraine, calling for a full ban on Russian oil, coal, gas and weapons, and for the UK to impose a ban on all financial flows and its weapons - gas.

"The UK Government must end the policy of appeasement and ensure us from our reliance on fossil fuels so we're never again beholden to dictators and their weapons."

Seapeak Maritime has responded to our requests for comment.

Its managing director, Brian O'Brien, said: "We are fully committed to supporting the UK and partners in its efforts to end the war in Ukraine, including by supporting the import ban on Russian LNG."

This month we unleashed the largest ever protest in Glasgow to date against Putin's shadow fleet of oil tankers, which pose serious environmental and safety risks to our international maritime order."

"This action, among others, is working. It is helping to reduce energy revenues and helping to degrade Russia's economy."

Sky News reporter Conway went to Juan since trying to get a response from Seapeak Maritime after weeks of efforts to get a response. I visited their offices in Glasgow and spoke to their security guard who told me Seapeak would not see me without an appointment. I asked him if I could leave to give me. Eventually I was told if I wouldn't leave they would call the police."

Every shipment of Russian LNG is a lifeline for Putin's war machine.
Svetlana Romanova
Svitlana We Stand for Action



Put Putin's gas at a peep.. now

THE UK should be commended for taking the lead on opposing the Russian autocracy of Vladimir Putin.

The last Government was correct to push allies in expelling Russian diplomats when the rogue state used chemical weapons in Salisbury.

And we have also been steadfast in supporting Ukraine when Putin launched his unjustified invasion in 2022.

Ukraine is a proud, sovereign country and the illegal actions of Russia continue to be a disgrace.

The UK, along with many others in the West, imposed tough sanctions in relation to this invasion and the penalties have hit Russia hard.

However, as our story today proves, loopholes are undermining the attempt at hitting Russia in the wallet.

Russian ships are no longer allowed to enter UK ports but British firms can still help Putin transport his country's gas around the world.

One of these firms, Seapeak, is based in Glasgow.

Seapeak's actions are legal and do not break the sanctions but the firm is helping Putin in Ukraine by shipping gas.

That is why campaigners have united to demand the UK toughens its sanctions by closing this loophole.

They do not believe British firms should be carrying Russia's gas around the world and we agree.

Every effort must be made to stop Putin from generating the funds to continue his bombardment of Ukraine.

Innocent civilians have died in this brutal war and gas sales are helping prolong the suffering.

The Labour government must step up and cut off the money supply.

STOP FUELLING PUTIN'S WAR - PAGES 4&5

Les articles de la page précédente et l'éditorial ci-contre ont été publiés dans l'édition du 28 octobre du journal écossais *Daily Record*.

Appel public au gouvernement britannique pour qu'il impose des sanctions sur le transport maritime et l'assurance maritime du GNL russe

Source : *Campagne de solidarité avec l'Ukraine, Écosse*

Les signataires de cet appel s'opposent à l'invasion illégale de l'Ukraine par la Russie. Nous sommes aux côtés de l'Ukraine pour réclamer une paix juste fondée sur le retrait de toutes les troupes russes d'Ukraine.

Nous soutenons les sanctions sur les exportations russes afin de réduire la capacité de la Russie à financer sa guerre d'agression, y compris sur ses exportations de combustibles fossiles nuisibles au climat, principalement le pétrole (200 milliards de dollars) et le gaz naturel (71 milliards de dollars). Ensemble, ils représentent plus de la moitié des exportations russes en valeur. La Russie prévoit de développer massivement sa production et ses exportations de GNL à partir du champ gazier de la péninsule sibérienne arctique de Yamal, dont on estime qu'il renferme 25 % des réserves mondiales de gaz et dont l'extraction contribuerait de manière significative au réchauffement de la planète.

Ce GNL, d'une valeur estimée à 8 milliards de dollars par an, est transporté par quinze navires-citernes brise-glace, principalement à destination des ports européens. Six de ces méthaniens appartiennent à la société Seapeak, basée à Glasgow, qui les exploite. Le gouvernement britannique a interdit l'importation de GNL russe. Mais il n'a pas sanctionné son transport par des entreprises basées au Royaume-Uni vers des pays tiers, y compris vers l'UE, ni l'assurance par les assureurs de la ville des navires-citernes engagés dans ce commerce.

Nous demandons au gouvernement britannique d'interdire la participation d'entreprises basées au Royaume-Uni au transport ou à l'assurance du GNL russe.

Nous demandons aux gouvernements écossais et britannique de refuser toute aide financière ou autre à toutes les entreprises engagées dans ces activités.

Signataires

Organisations de la société civile en Ukraine :

Razom We Stand
B4Ukraine
ONG Ekoltava
ONG Zero Waste Society
ONG Agence de l'énergie "alternative
Fonds ONG RcErBs
ICO Environnement - Personnes - Droit (EPL)
ONG "DYC "DOBRO"
Coalition pour la transition énergétique
Vendredi pour l'Ukraine future
ONG Platon
Groupe DiXi ONG
Centre de stratégie économique
Association humanitaire pour l'environnement
"Monde vert"
ONG Club environnemental Eremurus
ONG Center for Environmental Initiatives "Ecoaction"
(Centre d'initiatives pour l'environnement)
ONG Cité du soleil
Institut de recherche économique et de conseil
politique
Centre écologique national d'Ukraine



ONG "Kharkiv Anticorruption Center" (Centre
anticorruption de Kharkiv)

ONG SaveDnipro
Greenpeace Ukraine

Royaume-Uni et Écosse Représentants politiques élus

Sian Berry MP Green Party of England and Wales
(Parti vert d'Angleterre et du Pays de Galles)
Carol Mochan MSP Scottish Labour
Conseillère Ann Ballinger SNP
Conseiller Steven Carr SNP et Dnipro Kids
Conseiller Graham Campbell SNP Président de la
commission de l'éducation du conseil municipal de
Glasgow, président de la campagne de solidarité
avec l'Ukraine, Écosse.
Conseillère Andrea Cowan SNP
Conseillère Katy Loudon SNP
Conseillère Math Campbell-Sturgess SNP
Conseillère Brenda Durno SNP

Représentants syndicaux

Stephen Smellie Membre du CEN de l'UNISON

Organisations politiques et de la société civile et militants

Les Amis de la Terre, Écosse
Greenpeace, Royaume-Uni
Andy Stuart, membre du Comité exécutif national du
SNP
Viktoria Cameron, membre du Comité exécutif
national du SNP
Steven Campbell, président des Jeunes Écossais
pour l'indépendance
Chris Ford, secrétaire, campagne de solidarité avec
l'Ukraine
Fred Leplat, président de la campagne de solidarité
avec l'Ukraine
Peter Cooper, secrétaire de la campagne de
solidarité avec l'Ukraine en Écosse
Natalie Kopytko, maître de conférences à l'université
de Leeds, Ukraine Solidarity Campaign NEC
Dr Yuliya Yurchenko, maître de conférences à
l'université de Greenwich, Ukraine Solidarity
Campaign NEC
Tim Cooper, responsable du CLP de Nottingham Est
Marjan Pokhylyy, Édimbourg
Turkan Ozcan, directeur de l'Assemblée du peuple
kurde
Stephen Hoffman, Amis britanniques de l'Ukraine
Ilya Zaslavskiy, Razom We Stand
Magda Czarnecka, PDG Feniks
Liz Murray, Global Justice Now
Bohdan Kramar, PDG de Shevchenko.philia
Isobel Mercer, Uplift UK

Autres signataires ici

Entretiens avec des syndicalistes soutenant l'Ukraine

John Moloney

Secrétaire général adjoint

Syndicat des services publics et commerciaux,
Royaume-Uni

La collaboration syndicale internationale contre l'extrême droite est absolument vitale

Première d'une série d'interviews réalisées par la *Newsletter syndicale* du RESU avec des syndicalistes solidaires de l'Ukraine, de ses travailleurs et de ses organisations syndicales.

Le Public and Commercial Services Union (PCS) a été l'un des premiers au Royaume-Uni à défendre l'Ukraine et le mouvement syndical ukrainien après l'invasion russe du 24 février 2022. Avec le recul, comment évaluez-vous ce que vous avez accompli ?

John Moloney : Au début, je pense que nous étions potentiellement un catalyseur important pour d'autres syndicats, dans la mesure où nous étions un syndicat de taille moyenne avec des références de gauche et compte tenu du fait, en particulier, que notre secrétaire général de l'époque, Mark Serwotka, s'est montré très ferme dès le premier jour en faisant passer le message que le syndicat devait être du côté du peuple et du mouvement syndical d'Ukraine.

Je pense que cela a non seulement eu un impact évident en incitant les gens à soutenir cette position au sein de notre syndicat, mais aussi, dans une moindre mesure, dans d'autres syndicats. C'était un point de départ important. Je pense que le fait que nous ayons été fermes dans notre soutien malgré les défis (comme nos propres conférences l'ont démontré) a signifié que peut-être l'Ukraine a été perçue par d'autres syndicats comme une question importante qui devrait être défendue, et que, au sein des syndicats où la question est encore en cours de décision, le débat interne est également une bonne chose. En fin de compte, ce débat a abouti à ce que je pense être la bonne conclusion.

Je pense donc que notre adoption précoce, si vous voulez, a eu ce type d'importance pour le mouvement syndical et, évidemment, lorsqu'il s'est agi du Congrès des syndicats, lorsque la décision a été prise sur la position intersyndicale à adopter à propos de l'Ukraine. Je ne veux pas trop insister sur notre influence, mais je pense que le fait que nous ayons, avec d'autres syndicats, pesé de tout notre poids en faveur de cette position a eu son importance.

Il est évident que nous ne pouvons pas refaire l'histoire, mais un certain nombre de syndicats qui ont par la suite adopté une position en faveur des syndicats ukrainiens ne l'ont peut-être pas fait, ou nous avons pu constater qu'ils ont été retardés dans l'adoption de cette position.



L'ancien gouvernement conservateur et l'actuel gouvernement travailliste ont affirmé à maintes reprises que "nous sommes aux côtés de l'Ukraine". Quelle évaluation le PCS fait-il de la qualité de ce soutien ? Que faut-il faire d'autre, le cas échéant ?

Tout d'abord, elle est épisodique. Ainsi, lorsqu'il s'agit d'aide et d'argent à l'Ukraine, cela a tendance à être retardé. En d'autres termes, il n'y a pas de financement régulier de l'État ukrainien, il n'y a pas d'aide régulière.

De même, au Royaume-Uni, il y a chaque année d'énormes quantités de véhicules usagés que l'État, par l'intermédiaire du ministère de la défense, de la fonction publique ou des forces de police, met tout simplement au rebut, alors qu'ils pourraient en fait être recyclés et envoyés en Ukraine. Il en va de même pour le matériel radio, les batteries, le matériel médical, etc. En d'autres termes, l'État ne s'est, à mon avis, pas totalement mobilisé en termes d'aide.

Nous avons essayé de convaincre les parties de l'État qui ont le pouvoir d'arrêter la mise à la casse ou la vente de ces véhicules de les exporter directement vers l'Ukraine. Mais nous avons beaucoup de mal à persuader les différentes parties de l'État de le faire. Il y a donc une dichotomie : d'un côté, un ministre peut affirmer qu'il soutient pleinement l'Ukraine, mais de l'autre, lorsqu'il s'agit d'une procédure ministérielle formelle, il donne son accord pour que, disons, 100 véhicules partent à la casse ou soient vendus parce qu'ils ont atteint leur date de fin d'utilisation. Cette personne ne demande pas : "Ukraine, voulez-vous ces cent véhicules ?" alors qu'en général, c'est l'Ukraine qui les veut.

La situation est similaire pour ce que nous considérons comme des produits de consommation courante, tels que les piles, les seringues, etc. qui, dans ce pays, existent littéralement par millions. Il n'y a pas de mobilisation systématique pour mettre ce matériel à la disposition de l'Ukraine.

En ce qui concerne une question aussi simple que l'annulation de la dette, la Grande-Bretagne, du moins officiellement si j'ai bien compris, n'a rien dit au sujet des dettes croissantes de l'Ukraine. Mais il semble que le Royaume-Uni, et évidemment les États-Unis aussi, soient presque satisfaits de voir l'Ukraine accumuler des dettes énormes pour tenter de rester dans la guerre. La position du PCS est qu'il devrait y avoir une remise de dette afin que l'Ukraine, après la guerre, n'ait pas à passer littéralement des décennies à rembourser la Grande-Bretagne et les États-Unis.

Enfin, la Grande-Bretagne n'exerce aucune pression sur le gouvernement Zelensky en ce qui concerne les droits syndicaux. Certains pays de l'Union européenne (UE) disent qu'ils le feront, évidemment si l'Ukraine veut accéder à l'UE.

Pour accéder à l'UE, l'Ukraine doit respecter certains droits fondamentaux, mais en ce qui concerne les droits syndicaux, les gouvernements britanniques se sont montrés totalement indifférents, pour autant que nous puissions le constater.

Le parti travailliste n'est au pouvoir que depuis quelques mois et, pour l'instant, il n'a pas soulevé la question des droits syndicaux en Ukraine. Nous pensons qu'ils devraient le faire.

Le travail de la campagne de solidarité avec l'Ukraine (USC) depuis plus d'une décennie est largement responsable du fait que l'Ukraine bénéficie d'un soutien majoritaire au sein du monde du travail organisé au Royaume-Uni. Ce soutien est, par exemple, supérieur à celui obtenu dans de nombreux pays de l'Union européenne, à l'exception, peut-être, de la France. Quels sont pour vous les principaux enseignements de ce succès ?

Eh bien, tout d'abord, chaque pays devrait avoir un Chris Ford [organisateur de l'USC] ! Je veux dire que la raison pour laquelle l'USC a connu un succès relatif et certainement disproportionné par rapport à son nombre est littéralement le dévouement pur et simple, mais aussi la nature systématique de son travail.

Littéralement chaque semaine, elle fait quelque chose. Il ne s'agit donc pas d'une de ces campagnes où l'on organise une série de réunions et où, entre les réunions, la campagne passe son temps à attendre la réunion suivante ! L'USC a certainement concentré son travail sur des aspects pratiques, tels que l'adhésion des syndicats à une position de soutien à l'Ukraine, mais elle s'est également montrée infatigable dans la collecte de fonds.

En d'autres termes, elle peut honnêtement démontrer aux syndicats ukrainiens qu'au cours de cette période, nous avons collecté des dizaines de milliers de livres sterling et que nous avons expédié ceci, nous avons expédié cela. Je pense donc que l'une des choses que les autres peuvent apprendre de l'USC est qu'elle s'est concentrée, si l'on peut

dire, sur un ensemble d'objectifs très étroits. Elle a des objectifs politiques plus larges, mais les deux objectifs qu'elle s'est fixés sont (1) de gagner le débat au sein des syndicats au Royaume-Uni et (2) de démontrer aux gens qu'ils peuvent faire quelque chose de concret pour l'Ukraine.

Ils ont accepté pour eux-mêmes, si l'on peut dire, des objectifs limités mais très exigeants, se sont tenus à ce qu'ils voulaient faire et ne se sont pas laissés distraire. Je pense que ce sont des leçons que d'autres campagnes de solidarité autour de l'Ukraine dans d'autres pays pourraient tirer.

Quels sont les principaux défis à relever pour renforcer la solidarité avec l'Ukraine au sein des syndicats britanniques ?

Il est clair que tous les syndicats ont des centres d'intérêt différents. En Grande-Bretagne, si vous êtes un syndicat affilié au parti travailliste, votre principale préoccupation au cours des derniers mois a été les récentes élections. Il est clair que le mouvement syndical s'est concentré, à juste titre, sur les nouveaux droits que le gouvernement travailliste accordera aux syndicats et aux travailleurs, ainsi que sur les discussions et les campagnes menées autour de cette question.

La bande de Gaza est également devenue de plus en plus un axe majeur du travail international des syndicats. Le principal défi consiste donc à savoir si un syndicat choisira de mettre l'accent sur l'Ukraine, car il est tout à fait compréhensible qu'il y ait de nombreuses possibilités de mettre l'accent sur ce sujet.

Pour le PCS, il s'agit simplement de revenir aux premiers principes, qui s'appliquent à Gaza et à l'Ukraine et sur lesquels mon syndicat a une position très claire. Si l'on croit à la solidarité fondamentale avec les peuples victimes d'invasions, celle-ci doit s'appliquer à l'Ukraine tout autant qu'elle s'applique, à juste titre, à la Cisjordanie et à Gaza. C'est donc le maintien de cette attention particulière à l'Ukraine qui constitue, je pense, le principal défi à l'heure actuelle.

Une grande partie du travail de solidarité avec les syndicats ukrainiens se fait de syndicat à syndicat, voire de section syndicale à section syndicale. Quel(s) niveau(x) syndical(aux) le PCS privilégie-t-il dans son travail de solidarité avec les organisations syndicales ukrainiennes ?

Au sein du PCS, nous n'avons guère réussi à inciter les branches individuelles à travailler sur cette question. Il y a des exceptions, mais je pense que nous devons admettre que nous n'avons pas réussi à mobiliser des pans entiers de la base pour faire du travail de base en rapport avec l'Ukraine. Pratiquement tout le travail a eu tendance à être un travail de "haut niveau". Ainsi, le Comité exécutif national (CEN) a envoyé une délégation en Ukraine, le CEN a accepté d'envoyer de l'argent et de l'aide médicale, etc. à l'Ukraine. Malheureusement, nous avons lamentablement échoué à mobiliser, comme je l'ai dit, la base pour faire ces choses.

Cela dit, nous avons eu trois séries de débats sur l'Ukraine lors de la conférence et de larges majorités ont voté pour soutenir le mouvement syndical ukrainien et le peuple ukrainien. Mais ce que nous n'avons pas réussi à faire, c'est, si l'on peut dire, de prendre ce soutien de la base tel qu'il a été démontré lors de la conférence et de le traduire en un travail important au niveau des branches.

Avez-vous un plan ou une idée sur la manière dont vous pouvez commencer à changer cela ?

Là encore, nous devons nous inspirer du livre de jeu de l'USC et faire ce travail de manière beaucoup plus systématique. Comme je l'ai dit, nous apportons notre aide là où nous le pouvons. Par exemple, l'USC nous a récemment demandé de discuter avec les différentes régions de l'État pour savoir si des batteries de véhicules de rechange, des vestes de pompiers, etc. pouvaient être données à l'Ukraine. Nous l'avons fait, mais nous avons tendance à attendre qu'on nous le demande.

Ce que nous devons développer, c'est une masse critique d'activistes, afin de pouvoir commencer à travailler de manière beaucoup plus systématique. Je pense et j'espère que le troisième anniversaire de l'invasion russe, qui aura lieu en février prochain, nous permettra d'essayer de lancer une campagne plus sectorielle, de rassembler un petit nombre de personnes pour qu'elles effectuent un travail plus systématique.

Au niveau du militantisme syndical politique conscient, la bataille sur la politique à l'égard de l'Ukraine a, dans le cas du Royaume-Uni, été menée entre les positions de l'UCS et celles de la Stop the War Coalition, cette dernière perdant, semble-t-il, progressivement du terrain syndicat après syndicat. Comment expliquez-vous cette tendance ? Pensez-vous que la solidarité et le soutien à l'Ukraine au sein des syndicats se sont consolidés au point qu'il est difficile d'envisager un retour en arrière ?

Pour nous, au sein du PCS, les faits sur le terrain étaient très clairs. Ainsi, l'argument avancé par certains au début de la guerre, selon lequel c'était l'Ukraine qui avait en quelque sorte poussé la Russie à l'invasion, était tellement faux qu'il était impossible à soutenir.

Certaines personnes ont également immédiatement commencé à répéter la phraséologie de Poutine selon laquelle il ne s'agissait pas d'une guerre, mais littéralement d'une "opération militaire spéciale". Là encore, je pense que la grande majorité des activistes ont compris ce qu'il en était.

Il y a également eu un débat sur la part de responsabilité de l'OTAN, mais là où ce débat a eu lieu, quoi que les gens aient pu penser de l'OTAN, personne n'a pensé que la Russie avait raison de l'invoquer pour justifier son invasion.

Je pense donc que les faits ont eu raison de cette opposition, y compris celle qui prétendait que l'Ukraine était intrinsèquement fasciste et raciste. Les gens ont passé en revue la litanie des crimes supposés concernant l'Ukraine, mais lorsque nous avons eu un débat ouvert, et certainement parmi nos représentants et nos militants, cette position n'a pas pu être maintenue lorsque nous sommes arrivés à la conférence nationale.

Lors de la première conférence nationale qui a adopté des positions en faveur de l'Ukraine, il y a eu très peu d'opposition. Encore une fois, je dois reconnaître à Mark Serwotka, en tant que secrétaire général, une grande partie du mérite. Il avait beaucoup d'influence sur un grand nombre de membres et une position ferme.

Mark a clairement indiqué qu'il ne pouvait pas comprendre comment quelqu'un pouvait rationnellement soutenir l'argument selon lequel l'Ukraine était coupable et, plus tard, il a rejeté l'argument selon lequel il s'agissait d'une guerre inter-impérialiste où l'Ukraine n'était que le jouet des puissances impérialistes et n'avait pas d'action propre.

Mark a joué un rôle important, mais l'argument lui-même a permis d'éliminer tout contre-argument parce que, pour être franc, le contre-argument n'a pas de base factuelle et est profondément irrationnel. Pour ce qui est d'un retour en arrière, dans notre syndicat, je ne vois pas comment on pourrait le faire, en partie parce que nous avons une règle selon laquelle on ne peut pas annuler une position politique dans les trois ans qui suivent l'adoption de la politique.

Maintenant, en théorie, lors de la conférence de l'année prochaine, nous pourrions voir des gens avancer l'argument que oui, il y a trois ans, nous avons soutenu l'Ukraine, mais que nous devons maintenant en tirer les leçons. Je ne pense pas que cela se produise. Ou si c'est le cas, je pense que l'argument sera rejeté.

Des règles similaires s'appliquent dans d'autres syndicats. Leurs règlements stipulent généralement que si une position est adoptée lors d'une conférence, elle ne peut être réexaminée pendant une période donnée.

D'après mon impression sur l'ensemble du débat au sein du mouvement syndical ici, les contre-arguments avancés sont si faibles qu'il me semble très difficile d'imaginer que la position adoptée puisse être renversée, en particulier si l'on établit un parallèle avec ce qui se passe en Palestine. Il semble incroyable d'affirmer que ce qui est arrivé à la Palestine est mauvais, ce qui est le cas, mais que ce qui arrive à l'Ukraine est juste.

Deux pays ont été envahis. Deux pays sont bombardés. Oui, l'Ukraine dispose d'un système de défense que les Palestiniens n'ont pas. Mais ce n'est pas cette question qui doit déterminer notre orientation fondamentale. La question est plutôt la suivante : S'oriente-t-on vers l'agresseur ou vers les victimes de l'agression ?

Quelques syndicats semblent avoir une politique contradictoire vis-à-vis de la solidarité avec l'Ukraine, étant en faveur de l'aide humanitaire mais contre le soutien militaire, malgré les appels persistants des syndicats ukrainiens en faveur de ce dernier. Que pensez-vous qu'il faille faire à ce sujet ?

Eh bien, tout d'abord, je dois être honnête, car bien que le PCS n'ait pas de «politique contradictoire» au sens strict du terme, c'est-à-dire une motion qui dit "Armez l'Ukraine" et une autre qui dit "Pas d'armes pour l'Ukraine", nous sommes néanmoins dans une position inconfortable et espérons que la prochaine conférence pourra clarifier si nous soutenons pleinement le soutien militaire.

Nous ne sommes pas allés jusqu'à la conclusion logique qui, selon vous, correspond aux positions politiques que nous avons adoptées jusqu'à présent. Je présume et j'espère, ne serait-ce que par souci de clarté, que la prochaine conférence donnera lieu à un débat clair sur le soutien militaire. Et il est évident que la PCS aura une position claire, qu'elle ait gagné ou perdu.

L'une des contradictions du mouvement syndical international, en particulier de la Confédération syndicale internationale (CSI), est qu'elle n'a pas encore expulsé la Fédération des syndicats indépendants de Russie

(FNPR), alignée sur Poutine, ni insisté pour que l'Organisation internationale du travail (OIT) fasse de même et ferme le bureau de l'OIT à Moscou. Que pense le PCS de cette situation ?

Il est certain que le syndicat a pris position : nous avons voté la suspension et nous voterions l'expulsion de la FNPR, alignée sur Poutine, mais pas parce qu'elle est alignée sur l'État. Il y a beaucoup de fédérations syndicales qui sont alignées sur des États qui, à mon avis, sont discutables.

Cependant, toutes les preuves dont nous disposons montrent que la FNPR était ouvertement en faveur de l'invasion et les documents que j'ai vus indiquent qu'elle souhaitait ouvertement que la Russie conquière toute l'Ukraine et qu'elle reprenait la position de certaines personnes selon laquelle l'Ukraine ne devrait pas exister : elle devrait soit être absorbée par la Russie, soit être transformée en un pays différent. Sur cette base, nous pensons qu'il est juste et approprié qu'ils soient suspendus de la CSI et qu'ils soient expulsés.

Sur les autres questions, le PCS n'a pas de position, donc je ne vais parler qu'à titre personnel, mais il me semble que si l'on adopte la position de l'OIT sur l'agression, alors, au minimum, elle devrait suspendre ses relations avec le gouvernement russe, non seulement en raison de ce qui s'est passé en Ukraine, mais aussi de manière plus générale. Je veux dire, vous savez, la FNPR n'est pas un syndicat libre, comme je comprends ce concept dans ce pays. Pour des raisons diplomatiques, il se peut que vous souhaitiez maintenir certains liens, car la Russie est peut-être encore affiliée à l'OIT par traité, mais je pense néanmoins que vous devriez vous différencier. Je pense que ce type de bataille doit être mené au sein des différentes fédérations internationales : dans la fédération dont nous sommes membres [l'Union syndicale européenne des services publics (FSESP)], nous avons toujours plaidé en ce sens.

Certaines fédérations ont pour règle de ne pas pouvoir expulser un affilié à moins d'organiser un congrès tous les quatre ans ; d'autres ne peuvent que suspendre un affilié jusqu'à ce qu'une décision d'expulsion soit prise lors du congrès suivant. Pour notre part, nous avons soutenu, certainement lors d'au moins un congrès de la FSESP, que la FNPR devrait être expulsée des organisations syndicales internationales auxquelles elle est affiliée.

À l'occasion du deuxième anniversaire de l'invasion russe, le mouvement syndical solidaire de l'Ukraine a participé à une réunion publique de solidarité internationale à Kiev. Toutefois, cette réunion s'est déroulée en grande partie par téléconférence. Que doit faire le mouvement syndical qui soutient l'Ukraine à l'occasion du troisième anniversaire ?

Vous avez évoqué l'idée d'une délégation à Kyiv à l'occasion du troisième anniversaire, et je ne manquerai pas de faire savoir au PCS que si cette initiative voit le jour, nous devrions essayer d'envoyer une délégation pour y participer.

Mais ce qui est plus important, c'est que nous renforçons notre travail de solidarité pratique au cours des 12 prochains mois. Je sais que l'on pourrait dire que chaque année a été cruciale dans cette guerre, et chaque année dans une guerre est par définition cruciale. Mais il est évident que les forces armées ukrainiennes ont subi des revers récemment.

Nous savons maintenant que Trump sera le président des États-Unis. Je pense que nous pouvons probablement deviner qu'il essaiera de forcer l'Ukraine à signer un accord de paix basé sur le démembrement de l'Ukraine. La position du PCS est qu'il ne devrait pas y avoir de démembrement de l'Ukraine. Il est évident que c'est au peuple ukrainien de décider sur quelle base il accepterait la paix.

Nous espérons transformer l'année à venir en une année d'établissement de véritables liens à la base, où nos branches tendraient la main aux syndicats ukrainiens ou nos branches seraient beaucoup plus actives dans l'aide à la solidarité avec le mouvement syndical ukrainien et, bien sûr, avec le peuple ukrainien en général.

Certains syndicats affirment que le syndicalisme devrait s'engager dans la lutte pour la démocratie et adopter une position plus active en cas de violation évidente des droits humains et du travail, comme dans le cas de l'invasion de l'Ukraine. Pensez-vous que le syndicalisme peut et doit faire un front commun international, indépendamment de ses gouvernements, pour la démocratie et contre le fascisme ?

Je pense que c'est d'une importance vitale. La menace de l'extrême droite est évidemment présente, et pas seulement dans ce pays. Vous avez peut-être vu que la nouvelle dirigeante du parti conservateur est très à droite et que son cheval de bataille est la négation du climat et la guerre contre les réfugiés. Une droite fasciste ou en tout cas autoritaire est également présente dans ce pays, avec le Reform Party de Nigel Farage.

Nous avons également observé avec une certaine nervosité ce qui va se passer en Ukraine au cours des 12 prochains mois, car, compte tenu des récentes avancées de l'armée russe, il est clair que c'est très inquiétant.

Je suis en train de réfléchir à ce que cela peut signifier concrètement en Europe, bien sûr, mais aussi dans le reste du monde, surtout depuis la victoire de Donald Trump.

La position politique des États-Unis est également très inquiétante et le mouvement syndical américain serait certainement très menacé. C'est pourquoi la solidarité internationale et les liens, comme le dit Alphonse Bech [coordinateur syndical du RESU], sont absolument vitaux.

La seule question est de savoir comment nous le faisons. Et si nous le faisons, comment pouvons-nous nous assurer qu'il se concentre sur les aspects pratiques autant que sur les positions.

Le personnel de santé en lutte en Ukraine

Conférence de Sois comme Nina

Source : Sois comme Nina

(22 novembre 2024) L'organisation démocratique Sois comme Nina a tenu sa conférence le 20 novembre 2024.

Les personnes suivantes ont été élues au Conseil du mouvement : Oksana Slobodiana ; Ruslana Mazurenok ; Antonina Shatsylo ; Oleksiy Chupryna ; Olga Turochka ; Olga Lisivets

Les participants nouvellement élus ont fait de la protection des droits des travailleurs du secteur des soins leur principale activité. La plupart d'entre eux dirigent des syndicats indépendants sur leur lieu de travail et ont remporté des victoires, comme Olga Turochka, Olga Lisovets et Ruslana Mazurenok.

Oksana Slobodiana (cofondatrice du mouvement, infirmière à Lviv) a défini les priorités suivantes : "Amener le mouvement médical à un niveau élevé en Ukraine et au niveau international, transformer l'organisation en une organisation plus professionnelle, protéger les droits des travailleurs de la santé, plaider pour les changements dont nous avons besoin, unir les gens et travailler sur la conscience que nous pouvons changer tout ce dont nous avons besoin pour notre avenir prospère, parce que la médecine est l'un des secteurs les plus importants."

De son côté, Ruslana Mazurenok (infirmière au service de traumatologie de l'hôpital municipal de Derazhnyanska) a cité les priorités suivantes dans son travail : "Développer les soins infirmiers : renforcer le rôle des infirmières et rétablir le recrutement dans la profession. Élaborer et mettre en œuvre des normes claires en matière de charge de travail pour les infirmières, qui répondent aux exigences modernes. Améliorer les conditions de travail.

Antonina Shatsylo (technicienne de laboratoire de radiologie avec 28 ans d'expérienc, actuellement à la retraite), Larysa Matrashak (infirmière au centre médical régional d'Odesa pour la santé mentale), Olga Turochka (chirurgienne pédiatrique, endoscopiste à l'hôpital pour enfants Shostka) et Olga Lisovets (infirmière à l'hôpital central de Nizhyn) ont également exprimé leur volonté de défendre les droits des infirmières et des professionnels de la santé en général.

"La profession médicale doit être valorisée au niveau de l'État. Chaque membre doit être traité comme une personne éduquée et importante dans le système de santé. Les conditions de travail des travailleurs de la santé doivent être améliorées, la charge de travail par travailleur de la santé doit être approuvée et les salaires doivent être augmentés (sur la base des normes européennes). Les travailleurs de la santé doivent avoir un accès illimité à la formation pour améliorer leurs compétences professionnelles. Chaque établissement médical doit être doté d'un conseil de surveillance indépendant. L'action de l'administration doit être transparente et coordonnée avec les syndicats indépendants de l'hôpital. Nous devons mettre un terme à la destruction des soins de santé en Ukraine en général", a déclaré Olga Lisovets.

Pour sa part, Oleksiy Chupryna (cofondateur du mouvement, chirurgien à l'hôpital de soins intensifs de Myrhorod) concentrera ses efforts sur l'analyse des activités du ministère de la santé, de la commission compétente de la Verkhovna Rada, du Service national de santé de l'Ukraine, etc.

Sois comme Nina contre la fermeture d'hôpitaux

Source : Sois comme Nina

(8 novembre 2024) Sois comme Nina a tenu une conférence de presse (photo ci-dessus) sur la réduction des installations médicales en Ukraine pendant la loi martiale. Selon les activistes, cela se produit malgré les menaces significatives posées par l'invasion russe et le besoin aigu de soins médicaux pour les civils et le personnel militaire, ainsi qu'en violation directe de la législation actuelle, qui interdit strictement la fermeture des installations médicales dans les zones de la ligne de front.



Par exemple, Iryna Boronilo, du Centre régional de pneumo-phtisiologie de Zaporizhzhia, a noté que son établissement avait été fusionné avec un hôpital spécialisé dans les maladies infectieuses, en violation de la résolution 174 de 2023 du Cabinet des ministres, qui interdit une telle réorganisation pendant la loi martiale en Crimée occupée, ainsi que dans les régions de Luhansk, Donetsk, Zaporizhzhia, Kherson et Mykolaiv.

Selon elle, il y a aussi une manipulation des statistiques sur

l'incidence de la tuberculose dans la région, qui est d'ailleurs alarmante. Elle a également souligné que le centre de lutte contre la tuberculose disposait d'un bloc opératoire et de chirurgiens qualifiés.

“Les installations dotées de salles d'opération valent leur pesant d'or dans une ville de première ligne”, a déclaré Iryna, rappelant que la ville est actuellement endeuillée par la mort de dix personnes.

Le centre d'oncologie a été endommagé lors de l'attaque. Ses patients, ainsi que les blessés, ont été redirigés vers l'hôpital régional. Cependant, selon Iryna, toutes les structures médicales sont menacées et, par conséquent, toutes les autres doivent être prêtes à accueillir et opérer les blessés. Comme indiqué précédemment, une maternité a également été fermée à Zaporizhzhia, ce qui est également contraire à la résolution 174.

Tetyana Suprunova, gynécologue-obstétricienne, membre du Bureau national de lutte contre la corruption et enseignante à l'université de médecine de Vinnytsia, qui a été licenciée pour son activisme civique, a déclaré que sur les cinq maternités de Vinnytsia, il n'en restait plus que trois.

Selon elle, le cas de la maternité n°2, qui jouissait d'une excellente réputation et accouchait 1600 bébés par an, est particulièrement illustratif. Or, elle est située au centre de la ville, ce qui est probablement à l'origine de sa fermeture et des tentatives de construction qui ont suivi sur son terrain.

Selon Tetiana, afin de réduire le nombre d'accouchements et d'avoir un motif légitime pour fermer la maternité, il a été interdit aux ambulances d'y emmener les femmes. Ainsi, le 25 février 2022, deuxième jour de l'invasion totale, le conseil municipal a modifié la charte de l'institution pour la liquider. Cependant, les habitants de la ville se sont opposés à cette mesure arbitraire et ont créé plusieurs pétitions, organisé des audiences publiques et utilisé d'autres mécanismes démocratiques. Plus de 300 membres du personnel ont néanmoins été licenciés et certains médecins hautement qualifiés travaillent désormais comme infirmiers dans des cliniques privées. La communauté a toutefois réussi à empêcher la destruction du bâtiment en faisant appel aux autorités anti-corruption. Une action en justice est actuellement en cours pour la réouverture de la maternité.

Pour sa part, Oksana Slobodiana, présidente de Sois comme Nina, a souligné que dans l'oblast de Lviv, les autorités locales ont choisi la même voie pour fermer des établissements médicaux, mais qu'elles le font “plus délicatement et plus lentement”, en réduisant progressivement les services et le personnel.

Licenciements massifs à l'hôpital d'Ivano-Frankivsk

Source : *Sois comme Nina*

(31 octobre 2024) Plusieurs centaines de médecins et de soignants de Frankivsk vont être licenciés à la suite de la suppression d'emplois à l'hôpital universitaire Ivano-Frankivsk (photo).

Selon Ivanna Marcinkovska, anesthésiste au Centre universitaire de stomatologie, à partir du 1er décembre 2024, les effectifs et le personnel de la clinique universitaire seront réduits. Selon l'ordre du recteur de l'Université médicale nationale d'Ivano-Frankivsk (IFNMU), le plan est le suivant :



- Réduire le nombre et le personnel du Centre dentaire de la Clinique universitaire, qui est financé par des fonds provenant du Fonds général du budget de l'État, et supprimer les postes de 154 personnes, et
- Réduire de 87 le nombre d'employés du Centre de médecine clinique.

En conséquence, 241 employés - médecins, infirmières, techniciens dentaires, personnel médical subalterne et techniciens - seront au chômage.

Dans son message, Ivanna Martsynkovska mentionne l'ambulancière Mme Paraska, qui a pleuré et crié lors de la réunion où les travailleurs de la santé ont été informés des licenciements. Elle a expliqué qu'elle n'aurait même pas assez d'argent pour acheter une couche à son fils, qui a perdu ses jambes pendant la guerre. Le spécialiste a attiré l'attention sur le fait qu'en raison de ces réductions, les étudiants n'auraient plus aucune base de formation clinique et pratique. On ne sait pas comment les 15 stagiaires de l'IFNMU, qui effectuent actuellement un stage au Dentistry Centre, achèveront leur formation. "Aucun des médecins qui ont été leurs mentors ne s'est vu proposer un emploi et, en général, personne n'a rien reçu", écrit le médecin.

"Nous soignons des retraités, des enfants d'orphelinats, des dizaines de soldats qui ont bénéficié de soins dentaires gratuits. Nous traitons tous les cas graves que les cabinets dentaires privés refusent d'accepter, les patients souffrant d'épilepsie, de réactions allergiques graves, les enfants handicapés, les patients souffrant d'asthme bronchique, de malformations cardiaques, etc. C'est nous qui fournissons des soins dentaires gratuits. Maintenant, cela ne se reproduira plus", dit-elle.

'Le syndicat est le seul bastion de protection des travailleurs'

Source : Président du syndicat, Viktor Yevtushenko

(30 octobre 2024) Aujourd'hui, le service médical d'urgence de la région de Kyiv est tout simplement en train d'être détruit. Chaque jour, plusieurs médecins et autres professionnels sont licenciés. Cela se produit non seulement à cause des maigres salaires, mais aussi à cause de l'attitude humiliante des directeurs du Kotsemd MK !

[centre régional de Kyiv pour l'aide médicale d'urgence et la médecine de catastrophe]. Le mobbing, l'intimidation, le harcèlement et le sous-paiement délibéré des salaires sont largement et même ouvertement utilisés dans les institutions médicales. Le seul bastion de protection des travailleurs est le syndicat indépendant des employés de la station d'ambulance Bila Tserkva.

Il y a quatre ans, la direction a illégalement exclu les syndicats indépendants de la discussion et de l'adoption du projet de convention collective et a arbitrairement légalisé sa propre convention collective. Nous avons été contraints de saisir la justice, mais les tribunaux ukrainiens n'ont pas examiné l'affaire. Nous avons donc fait appel à la Cour européenne de justice et attendons que l'affaire soit entendue à Strasbourg.

Le 31 octobre, une conférence est prévue au Centre pour discuter de la convention collective, dont les annexes montrent éloquemment que la direction du PNC veut légitimer ses augmentations de salaires pour son personnel



pléthorique en plus de leurs revenus déjà élevés. Lors de cette réunion, la direction tentera d'empêcher les forces légitimes de défendre leurs droits légitimes, qui tenteront d'une manière ou d'une autre d'arrêter le processus massif de licenciement des employés et de destruction du service médical d'urgence.

La conférence des employés du service médical d'urgence de l'Oblast de Kyiv se tiendra le 31 octobre à 10h00 au 1 rue Zagorivska (anciennement rue Baggovutivska), Kiev, sur le territoire de l'hôpital régional (par l'entrée centrale, tout droit jusqu'au bout).

Une employée d'hôpital gagne son procès

Source : Suspline

(16 octobre 2024) Tetyana Manchuk, employée de l'hôpital clinique régional d'Odessa, a été injustement licenciée. Elle a porté plainte contre l'hôpital et aujourd'hui, le tribunal du district d'Odessa Suvorovsky a accédé à ses demandes.

Le 30 avril 2024, Tetyana Manchuk, employée des archives à l'hôpital clinique régional d'Odessa, se rend à son bureau comme d'habitude. Cependant, elle n'a pas pu entrer sur son lieu de travail, les clés ne rentrant pas dans les serrures. Elle a ensuite été informée qu'elle avait été licenciée.

Le juge Vadym Kisselyov du tribunal de district d'Odessa Suvorovsky a accédé à la demande de réintégration de Tetyana Manchuk à l'hôpital régional d'Odessa. Il a également décidé d'ordonner à l'hôpital de lui verser 98 000 UAH, soit son salaire pendant la période d'absentéisme forcé.

Sois comme Nina à la TV

Source : Sois comme Nina

(14 octobre 2024) Oksana Slobodiana et Oleksiy Chupryna, membres du mouvement médical Sois comme Nina, ont participé à l'émission de télévision en direct *Suspilne* et ont parlé des problèmes auxquels sont confrontées les infirmières.

Il et elle ont parlé de la charge de travail extrêmement élevée, des licenciements, de l'incapacité à fournir des soins adéquats, des problèmes des infirmières dans l'éducation et les soins sociaux, des salaires minimums et de la faiblesse générale des rémunérations dans le secteur.



Oksana Slobodiana, présidente de Sois comme Nina, a souligné que dans les hôpitaux de district ou les petites institutions médicales, les salaires des infirmières peuvent être minimes, car les directeurs ont actuellement le droit de réduire les coûts comme ils l'entendent. Et Oleksiy Chupryna a souligné que même si le salaire mensuel complet est payé, qui depuis 2022 est de 13 500 UAH pour les infirmières et de 20 000 UAH pour les médecins [respectivement 311 € et 461 €], il n'y a pas eu d'indexation pendant toutes ces années.

A terme, cette situation conduit à une pénurie d'infirmières, notamment dans les grandes villes et la capitale. Par exemple, certaines institutions médicales sont obligées de reporter des opérations chirurgicales en raison du manque d'infirmières dans la salle d'opération.

Les militants de notre mouvement ont souligné qu'ils avaient à plusieurs reprises attiré l'attention des autorités sur ce problème.

“On nous dit que des infirmières d'autres pays viendront travailler chez nous. Cela nous fait rire. Mais la situation n'est pas du tout résolue. Nous proposons également des solutions pour résoudre ces problèmes et nous venons avec des arguments écrits. Malheureusement, nous n'avons pas encore reçu de réponse concrète”, déclare Oksana.

L'État a choisi de réduire les garanties sociales du personnel de santé

Source : Réseau international du travail, de la solidarité et des luttes : [Réseau international de solidarité et de lutte des travailleurs](#)

Intervieweur : Patrick Le Tréhondat

(5 octobre 2024) *L'un des secteurs les plus touchés en Ukraine est celui des hôpitaux. Depuis le début de l'agression russe, selon le Centre ukrainien de la santé, plus de quatre cents travailleurs de la santé sont morts des suites des bombardements. De plus, le personnel de santé a dû faire face à une énorme augmentation de la charge de travail, tant au front qu'à l'arrière, pour soigner les victimes de la guerre, qu'elles soient civiles ou militaires. Malheureusement, cette situation dramatique a été aggravée par la contre-réforme néolibérale du système de santé, qui a entraîné la fermeture d'hôpitaux, des licenciements brutaux et la réduction ou le non-paiement des salaires du personnel soignant pendant plusieurs mois. L'exemple de la maternité de Derazhnyanska illustre cette politique antisociale qui se poursuit et qui porte également atteinte aux intérêts de la population, en particulier des femmes.*

Ruslana, présidente du syndicat du personnel de santé de cet hôpital, a répondu à nos questions.

Pouvez-vous nous présenter à nos lecteurs ?

Je m'appelle Ruslana. J'ai commencé ma carrière en 2004 dans un établissement médical départemental qui s'occupait des cheminots et des retraités. J'ai travaillé comme infirmière, puis comme infirmière en chef. En 2008, j'ai été transférée à l'hôpital Derazhnyanska pour travailler comme infirmière dans l'unité de traumatologie, où je travaille encore aujourd'hui.

Quelle est la situation à la maternité Derazhnyanska ? Quelles sont vos revendications ?

La maternité Derazhnyanska a été fermée. Cette fermeture était prévue depuis plusieurs années. La ville de Khmelnytskyi, qui est un centre régional, compte trois maternités, mais le nombre de naissances ayant fortement diminué ces dernières années, la question de la fermeture d'une des maternités de la ville s'est posée. L'administration régionale dispose d'un département de la santé qui détermine la capacité du réseau hospitalier. Et pour préserver la maternité de Khmelnytskyi, elle a commencé à fermer les maternités de district, arguant de la mauvaise qualité des soins qu'elles dispensent. Les maternités de district fonctionnaient depuis des décennies et on ne sait pas exactement quand elles ont commencé à dysfonctionner. La maternité de Derazhnyanska était sauvée chaque année parce que la direction de l'hôpital s'était engagée à la préserver. Mais il est arrivé un moment dans la vie de l'hôpital où l'on a découvert que le directeur avait commencé à violer les termes de la convention collective en modifiant les conditions de travail des employés dans un sens défavorable, en violation des lois ukrainiennes. Au cours de cette période, les employés de la maternité sont devenus des activistes dans la lutte pour leurs droits. L'année dernière, le directeur a décidé de se débarrasser des plus militants d'entre eux et a commencé à mettre en œuvre un plan de fermeture de la maternité. La situation était similaire à celle de cette année : un ordre de liquidation a été émis en raison du risque de ne pas signer un accord avec le NHSU (National Health Service), alors que personne n'en avait encore vu les termes et conditions. Une ordonnance de liquidation a été émise pour l'unité de maternité http://www.medryh.com.ua/wp-content/uploads/2023/11/photo_2023-11-08_17-02-28-768x1024.jpg .

La communauté s'est alors mobilisée et, sous la pression, l'administration régionale a cédé et nous avons été autorisés à soumettre des documents en vue de signer un contrat avec le NHSU pour le paquet "Maternité" [subvention]. La loi ukrainienne prévoit certains moyens pour un directeur de se protéger contre les violations du droit du travail, comme l'envoi des employés en congé ou la fermeture temporaire de l'unité de maternité. Dans ce



contexte, on peut dire que des mesures réellement temporaires sont appliquées, mais lorsque quelqu'un veut liquider un service, il utilise immédiatement d'autres mesures dans la mesure du possible. Auparavant, le 1er septembre 2024, un arrêté a été pris pour interdire les accouchements en raison de l'absence d'un néonatalogiste, puis, le 18 novembre 2024, le service a été liquidé.

Pourquoi une liquidation ? C'est très simple. Le 13 septembre 2024, le NHSU a fixé les conditions de la conclusion d'un contrat de liquidation, à savoir qu'il devait y avoir un certain nombre de naissances au cours d'une certaine période, à savoir de mars à fin septembre. Cette information n'était pas classifiée, mais elle est habituellement publiée à la fin du mois de novembre. Cette année, elle a été rendue publique plus tôt, car nous recevons des lettres contenant des informations sur les établissements de soins de santé, de sorte que la direction a été informée le jour même. Et comme les conditions étaient réunies, puisque le nombre de naissances durant cette période aurait augmenté, le directeur a décidé d'interdire les accouchements.

Il faut savoir que cela était dû à l'absence de la néonatalogue, partie en congé de maternité, mais si on lui avait demandé de travailler jusqu'à la fin du mois de septembre pour contribuer au nombre de naissances nécessaires à la signature d'un contrat avec le NHS pour l'année prochaine, elle aurait accepté. Le personnel a commencé à examiner et à analyser la situation plus tard et a découvert les conditions [d'obtention du financement] trop tard, lorsqu'il était impossible de remédier à la situation.

Comment le public réagit-il ? Recevez-vous un soutien ?

Bien sûr, la population est contre la liquidation. Mais la situation du pays ne permet pas d'organiser des manifestations. C'est pourquoi l'indignation ne s'exprime qu'en ligne. Les autorités locales ont l'expérience de l'année dernière¹ et répriment donc les manifestations les plus actives. C'est pourquoi l'événement n'a pas été très médiatisé cette année. J'ai peur de spéculer, mais peut-être que les gens ont accepté la situation, parce que tout le monde a beaucoup d'autres problèmes, comme toutes les familles de la communauté, et que nous sommes en guerre.

Parlez-nous de votre union. Comment a-t-il été créé et quelle est votre relation avec Sois comme Nina ?

Comme je l'ai dit, il est arrivé un moment dans la vie de l'hôpital où l'on a découvert que le directeur avait commencé à violer les termes de la convention collective, modifiant les conditions de travail des employés pour le pire, en violation des lois ukrainiennes. C'est à ce moment-là que les activistes ont commencé à chercher de l'aide et ont trouvé Sois comme Nina sur Facebook et se sont tournés vers eux pour obtenir de l'aide. Les militants de Sois comme Nina sont venus dans notre ville pour une réunion. Ils nous ont donné beaucoup de conseils différents, et nous avons obtenu des conseils juridiques. Sur leurs conseils, nous avons créé notre propre syndicat indépendant. En 2019, l'ancien directeur, usant de son influence sur le responsable du syndicat en place, qui était son adjoint, a liquidé le syndicat qui était présent dans l'hôpital depuis de nombreuses années. Notre syndicat indépendant a été créé en 2023 et enregistré en juillet. La direction a été dûment informée, mais le directeur était très mécontent. À chaque réunion, la création du syndicat était considérée comme quelque chose de mauvais et contre lui personnellement. Aujourd'hui encore, il considère le syndicat et ses membres comme des ennemis.

Selon la loi ukrainienne, toutes les décisions de l'institution doivent être prises conjointement avec le comité syndical ou faire l'objet d'un accord. Aujourd'hui, notre syndicat est complètement ignoré, nous ne sommes invités à aucune réunion et toutes les décisions et instructions sont données par le seul directeur, sans aucune approbation, ce qui est contraire à la loi. Les gens ont peur de se syndiquer car ils sont immédiatement mis à l'écart par le directeur. Et que dire du fait que même nos nombreuses demandes de mise à disposition de locaux pour que le comité syndical puisse travailler conformément à la loi ukrainienne sont restées sans réponse.

Depuis plus d'un an, les lois sont enfreintes, mais en Ukraine, les syndicats sont généralement associés à des cadeaux pour les fêtes, et non à la protection des intérêts des travailleurs. Pour prouver en justice les violations commises à l'encontre d'un syndicat, il faut rassembler de nombreuses preuves et démontrer que ces violations causent des dommages importants. Pour les dirigeants, il suffit de donner un ordre et d'invoquer la loi martiale dans le pays, ce que fait notre directeur. Il sait que, quoi qu'il invente, il n'y aura pas de sanction, car sous la loi martiale, les audits ne sont interdits qu'en cas de non-paiement des salaires. Il agit astucieusement, en émettant un ordre

¹ En 2023, il y avait déjà eu des mobilisations pour défendre la maternité. (Note du traducteur).

modifiant les conditions de travail essentielles des employées, selon lequel elles reçoivent des salaires inférieurs. Et c'est tout. Et il faut beaucoup de temps pour prouver qu'il a agi illégalement.

Que pensez-vous de l'état actuel du système de santé en Ukraine ? Qu'est-ce qui doit changer, surtout en temps de guerre ?

La réforme actuelle des soins de santé était censée améliorer la qualité des soins, mais le résultat est que nous glissons vers l'abîme à une vitesse vertigineuse. Les patients ne sont pas mieux lotis, seul le nombre de conditions à remplir pour obtenir un rendez-vous a augmenté. Des soins gratuits ? Pas du tout. Certes, il existe une liste nationale de médicaments qui devraient être disponibles dans les hôpitaux et remis aux patients, mais elle est très limitée et les médicaments qu'elle contient ne sont pas très efficaces, si bien que les patients achètent souvent en pharmacie des médicaments qui leur sont vraiment utiles. La chirurgie n'est plus gratuite. Le personnel de santé est celui qui souffre le plus de la réforme. Il n'y a pas de normes de travail, notamment en ce qui concerne la charge de travail, et les directeurs économisent tout et mettent en place les conditions pour que chaque employé fasse le travail de trois. Beaucoup n'en peuvent plus et démissionnent. Souvent, les jeunes diplômés ne vont même pas travailler dans leur propre spécialité, mais vont plutôt travailler à l'étranger ou dans des cliniques privées. Et s'il y a pénurie de médecins, il n'y a personne pour fournir des soins médicaux de qualité, alors que l'objectif de la réforme, ne l'oublions pas, était d'élever le niveau des soins. Il en résulte un cercle vicieux.

Qu'est-ce qui doit changer, surtout en temps de guerre ?

Ces dernières années, le travail des professionnels de la santé est devenu particulièrement important. Tout d'abord, la pandémie de coronavirus et la guerre ont fixé les principales priorités : la vie humaine et la santé. Il est difficile d'imaginer qu'une autre profession ait été aussi sollicitée pendant la guerre. Le personnel soignant est extrêmement sollicité, tant physiquement que moralement, et il sacrifie souvent sa propre vie pour sauver ses patients.

Malgré la guerre et la confrontation quotidienne avec l'ennemi, les médecins ukrainiens continuent à travailler et à renforcer la ligne de front médicale de l'Ukraine.

Dans ces conditions hostiles - avec des missiles ou des drones au-dessus de la tête, ou lors d'explosions, et dans les sous-sols, sans électricité ni eau, sous les balles de l'ennemi - il est extrêmement difficile pour le personnel médical militaire et civil de travailler. Ils fournissent des soins médicaux et sauvent des vies. Leur travail est un exemple de la plus grande force morale.

Il est extrêmement important que les travailleurs de la santé d'aujourd'hui ressentent le soutien international et l'assistance des partenaires et amis étrangers de l'Ukraine. Après tout, de nombreux médecins étrangers continuent de venir et d'aider à fournir des soins médicaux aux personnes touchées par la guerre. Soutenir et faciliter pleinement le travail des professionnels de la santé aurait dû être l'une des tâches essentielles et prioritaires de notre pays.

Mais notre gouvernement a choisi une autre voie et a réduit les garanties sociales des travailleurs de la santé. Privés de sécurité au travail, ils sont victimes de traitements arbitraires et injustes de la part des employeurs, de harcèlement moral, et les garanties sociales ont été réduites sous prétexte de guerre. Les directeurs d'hôpitaux ont acquis un pouvoir considérable sur les employés, simplifiant les mécanismes tels que les licenciements, les réductions de salaire et la privation d'avantages sociaux. Cette situation a considérablement aggravé la pénurie de personnel qualifié. Outre la menace mortelle qui pèse sur leur vie, de nombreux médecins craignent pour l'avenir, se sentant constamment privés de leurs droits, en proie à l'insécurité et à l'épuisement émotionnel.

On peut écrire beaucoup de recommandations et d'idées ici, mais lorsque le gouvernement est corrompu et, à un moment comme celui-ci, tourne le dos à tout le monde, en particulier aux soignants, et ne veut pas écouter, les changements ne feront qu'empirer. Avant la réforme, le personnel médical "fournissait de l'assistance", et maintenant nous "fournissons des services", nous sommes devenus du personnel de service. L'attitude à l'égard de la profession doit changer, nous devons prêter attention aux conditions de travail et aux salaires du personnel médical, au niveau de la charge de travail. Nous serons toujours sur le champ de bataille, qu'il s'agisse de la guerre dans notre pays ou de la paix. Notre champ de bataille se trouve également dans les hôpitaux, nous nous battons toujours pour la santé et la vie des gens.

Comment voyez-vous l'avenir de votre combat pour la maternité de Derazhnyanska ?

Se battre pour la maternité de Derazhnyanska ? C'est devenu impossible, car sans contrat avec le Service national de santé, personne ne bénéficiera de la maternité. Le budget local ne tiendra pas, dit-on. C'est que les gens comprennent très bien que beaucoup de femmes à faibles revenus n'iront pas en ville, parce qu'il n'y a personne qui les attend là-bas. C'est pourquoi les enfants naîtront à la maison, et il ne faut pas oublier qu'il peut y avoir des complications et, par conséquent, des conséquences : décès des nouveau-nés et décès des mères, ainsi que d'autres conséquences pendant l'accouchement et, également, un handicap pour les enfants. Car, quoi qu'on en dise, tout cela arrivera bientôt, dans quelques années.

Autres luttes ouvrières en Ukraine

VIDÉO (en anglais) : Vasyl Andreyev, dirigeant du FPU, parle de la réunion de l'OIT

Source : FPU FPU

(18 novembre 2024) La 352^e session du Conseil d'administration de l'Organisation internationale du travail s'est tenue à Genève du 28 octobre au 8 novembre. Pour la première fois, un représentant des travailleurs d'Ukraine, Vasyl Andreyev, a participé à la session en tant que membre adjoint du Conseil d'administration, avec une participation permanente à toutes les réunions de ses organes. [Il nous en fait part ici.](#)



Ukraine: 1000 jours plus tard, les journalistes poursuivent leur combat

Source : Agence France Presse : Agence France Presse

(18 novembre 2024) Le 19 novembre 2024 marque les 1000 jours qui se sont écoulés depuis le début de l'invasion totale de l'Ukraine par la Russie, le 24 février 2022. À l'occasion de ce triste anniversaire, la Fédération européenne des journalistes (FEJ) s'est jointe aux partenaires de la Réponse rapide pour la liberté des médias (RRLM) pour se souvenir des journalistes qui ont perdu la vie en rapportant la guerre d'agression de la Russie. Nous exprimons également notre solidarité avec ceux qui continuent à risquer leur vie pour nous apporter des informations cruciales sur cette invasion.

Depuis le 24 février 2022, 13 journalistes ont été tués alors qu'ils couvraient l'invasion totale de la Russie, ce qui met en évidence les risques et les dangers auxquels sont confrontés les journalistes ukrainiens et internationaux qui couvrent cette guerre.

Certains, comme [Arman Soldin](#), [Oksana Baulina](#) et d'autres, ont été tués à la suite de bombardements russes, aveugles ou ciblés, tandis que d'autres, comme [Maks Levin](#) et [Mantas Kvedaravičius](#), ont probablement été tués lors d'exécutions extrajudiciaires. Des dizaines d'autres journalistes [ont été blessés](#) alors qu'ils rendaient compte de la guerre. D'innombrables rédactions, tours de télévision et autres infrastructures médiatiques ont été détruites.

[Victoria Roshchyna](#), journaliste ukrainienne partie en reportage dans les régions d'Ukraine occupées par la Russie en juillet 2023, est morte dans des circonstances peu claires sous la garde des autorités russes, la nouvelle de son

décès n'ayant été rendue publique que le 10 octobre 2024. À ce jour, les autorités russes ont refusé d'enquêter sur les circonstances de sa mort et de rendre son corps à sa famille en Ukraine.

La nouvelle de la mort de Roshchyna nous rappelle qu'au moins 13 autres journalistes ukrainiens [sont toujours retenus en captivité par la Russie](#), avec

pratiquement aucune garantie légale que leur sécurité est assurée par les autorités russes. La communauté des médias ukrainiens craint de plus en plus que, comme pour Roshchyna, leur vie soit également en danger.

Préoccupations supplémentaires liées aux attaques de type Spoofing et DDoS

Outre les attaques physiques, les journalistes et les médias ukrainiens sont confrontés à des menaces numériques croissantes : les [tentatives de piratage, le spoofing et les attaques DDoS](#) s'intensifient à un rythme alarmant depuis le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie.

Les médias ukrainiens sont régulièrement la cible d'attaques par déni de service distribué (DDoS) qui mettent hors ligne les principaux sites d'information, avec des interruptions qui durent en moyenne plusieurs heures. Ces interruptions ont des conséquences négatives importantes pour les médias ukrainiens, qui risquent de perdre leur lectorat et donc leurs recettes commerciales.

L'apparition de sites web dits “Doppelgänger” (clones), contre lesquels le MFRR [a demandé aux](#) autorités européennes et aux grandes plateformes technologiques de réagir, constitue peut-être une évolution encore plus dangereuse. Ces pages, qui sont déguisées pour ressembler à celles d'organes de presse populaires en Ukraine, tentent d'influencer l'opinion publique ukrainienne en propageant des idées qui servent les intérêts russes. Par exemple, des informations erronées sont diffusées sur le fait que l'Ukraine a perdu la guerre, qu'elle manque de munitions et que le gouvernement ukrainien est corrompu.

Parfois, des réactions inadéquates aux crises de la liberté de la presse provoquées par les autorités ukrainiennes ont été observées.

Sans être comparable à la dévastation causée par l'armée russe, la guerre est également devenue un prétexte pour les autorités ukrainiennes d'introduire un certain niveau de censure sur les médias du pays.

L'exemple le plus frappant est la poursuite de la production des émissions très controversées d'“actualités unifiées” sur les principales chaînes de télévision ukrainiennes, qui ont été accusées par la communauté des médias ukrainiens de produire une couverture indûment biaisée soutenant le gouvernement ukrainien. Ces émissions ont également été [critiquées](#) récemment par la Commission européenne, qui a exhorté l'Ukraine à “réévaluer” la validité du projet.

En outre, plusieurs journalistes d'investigation ukrainiens ont fait l'objet d'une surveillance et d'intimidations de la part de fonctionnaires dans le cadre de leur travail. Par exemple, le journaliste d'investigation Yuriy Nikolov a été intimidé en janvier, mais [personne n'a été tenu pour responsable à ce jour](#). De même, aucun résultat n'a été communiqué dans les enquêtes relatives à la surveillance signalée en janvier de l'[organe d'investigation Bihus.info](#) et à la tentative, en avril, de signifier au journaliste d'investigation [Yevheny Shulhat](#) une convocation militaire en représailles à son travail.

En outre, en octobre, le média indépendant *Ukrainska Pravda* (UP) a déclaré dans un communiqué qu'il [subissait des “pressions constantes et systématiques”](#) de la part du bureau du président Volodymyr Zelensky.

Malgré les difficultés croissantes, le secteur des médias du pays a fait preuve d'une incroyable résilience tout au long d'une guerre qui dure maintenant depuis près de trois ans. Les partenaires du MFRR expriment leur solidarité avec les journalistes et les médias indépendants en Ukraine. Nous nous engageons à continuer à les soutenir dans leur travail, aussi longtemps qu'il le faudra.

Signé par

Institut international de la presse (IPI) * *Fédération européenne des journalistes (FEJ)* * *ARTICLE 19 Europe*

* *Centre européen pour la liberté de la presse et des médias (ECPMF)* * *Free Press Unlimited (FPU)*

* *Osservatorio Balcani Caucaso Transeuropa (OBCT)*

Kryvyi Rih: mineurs en lutte

Source : Sotsialnyi Rukh

(19 novembre 2024) Une nouvelle étape dans la lutte des travailleurs pour de meilleures conditions de travail et un salaire équitable a commencé à l'usine de minerai de fer de Kryvyi Rih (KZHRK, photo ci-dessus), connue pour ses grèves sauvages.

En novembre 2024, le Service national de médiation et de conciliation a enregistré un conflit collectif de travail entre l'employeur et les employés de l'entreprise. Les employés ont présenté deux revendications principales : une augmentation de salaire et le retour à une semaine de travail complète pour tous les employés. Un bureau de conciliation s'est récemment réuni dans le cadre de ce conflit.



La demande - une augmentation de salaire d'au moins 20 % - a été partiellement satisfaite. La Commission a décidé que l'augmentation prendrait effet à partir de janvier 2025. Dans le même temps, la seconde revendication - le retour à une semaine de travail complète - a été beaucoup plus controversée. Invoquant des problèmes de vente (l'entreprise produit du minerai fritté [pour la filtration de l'eau]),

l'employeur a fait valoir qu'il était impossible de fournir du travail à tous les travailleurs. Les parties sont convenues de travailler ensemble pour trouver une solution afin d'augmenter les ventes, ce qui devrait leur permettre de rétablir la capacité de production.

Sotsialnyi Rukh soutient les employés de KZHRK dans leur lutte pour des conditions de travail décentes et considère leur initiative comme un bon exemple pour tous les travailleurs. En abusant de la loi martiale, les employeurs ont artificiellement ralenti la croissance des normes sociales, de sorte que même dans les secteurs rentables et clés de l'économie, les salaires sont restés bas.

Sur les bombardements russes la nuit dernière

Par Vitaly Dudin

Source : Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine

(17 novembre 2024)
L'Ukraine se remet d'une lourde nuit de tirs de roquettes d'est en ouest. Comme chaque matin, ce ne sont pas seulement les pertes qui sont en jeu, mais aussi la viabilité



du système électrique, la continuité des chemins de fer et le dévouement des sauveteurs. Il n'est pas nécessaire de rappeler que notre bien-être commun dépend de ces sphères socialement essentielles, ou plus précisément de leur fourniture adéquate au niveau de l'État.

Il est également clair que l'ennemi veut détruire ce que nous pourrions appeler les sites d'infrastructures critiques.

Nous savons déjà que les Russes ont frappé principalement des sites énergétiques et qu'ils ont causé la mort de deux employés de l'Ukrzaliznytsia [société nationale des chemins de fer].

Toutefois, il ne faut pas oublier que les réformes néolibérales imposées peuvent sérieusement compromettre le fonctionnement de secteurs critiques en reléguant les intérêts de la société à l'arrière-plan. La logique consiste à commercialiser davantage ces secteurs et à les rendre plus attrayants pour les investisseurs plutôt que d'améliorer, par exemple, la protection de leurs employés. La force motrice de ces processus n'est pas la demande de l'Union européenne, mais plutôt l'influence du lobby des entreprises.

D'un point de vue purement humain, ce qui me dérange le plus, c'est que le ministère ukrainien de la politique sociale n'a pas garanti le versement de l'aide prévue par la loi 2980 aux travailleurs des infrastructures critiques qui

ont été touchés par les refus massifs de paiement des autorités du Fonds de pension de l'Ukraine, pour des raisons purement bureaucratiques. Cette situation a provoqué la déception et le traumatisme de la population.

J'ai pu rencontrer les survivants des familles des travailleurs de Kherson qui ont restauré les lignes électriques détruites et ont été tués en 2023. Malheureusement, l'État a refusé de payer toutes ces familles en vertu de la loi 2980 car, selon lui, les installations attaquées ne sont pas des infrastructures essentielles. Je ne veux pas que les électriciens, les défenseurs et les cheminots ordinaires deviennent des héros oubliés lorsqu'une tragédie survient, car ils ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour rendre notre vie aussi agréable que possible.

Ensemble, nous survivrons à ces défis historiques et nous défendrons le droit à une vie meilleure en tant que pays. Mais pour cela, l'État doit contribuer par tous les moyens au renforcement des infrastructures essentielles, en accordant une attention particulière aux questions sociales : sécurité au travail, paiement d'une assurance décente, implication des syndicats dans la résolution des problèmes.

Vitaliy Dudin est un avocat spécialisé dans le droit du travail et l'un des dirigeants de Sotsialnyi Rukh (Mouvement social).

Ukraine introduit des nouvelles règles de licenciements

Source : Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine

(28 septembre 2024) La loi n° 3768 modifie le code du travail ukrainien et prévoit de nouveaux motifs de licenciement pour divulgation d'informations confidentielles. Les avocats avertissent que cette loi pourrait conduire à des conflits du travail, car les réglementations sont loin d'être parfaites.

La définition des informations restreintes ou confidentielles est assez vague. Les employeurs ne risquent-ils pas de menacer les travailleurs de licenciement en raison de leurs activités syndicales ? Après tout, la protection des droits du travail peut nécessiter la diffusion d'informations sur les conditions de travail ou la politique du personnel.



Mémoire éternelle du héros, défenseur de l'Ukraine !

Source : KVPU

(22 novembre 2024) Andriy Petrovych Zhydyk (photo), mineur à la mine Lisova de Lvivuhillya, membre du Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine (NGPU), est mort en défendant l'Ukraine contre les agresseurs russes.

Le NGPU, l'association régionale du syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine à Chervonohrad, l'organisation principale du NPGU de la mine Lisova de Lvivuhillya SE pleurent profondément la mort du guerrier-mineur et expriment leurs sincères condoléances à l'épouse, aux fils, aux petits-enfants, aux parents, aux collègues et aux amis du héros-défenseur.

Le soldat supérieur de l'unité militaire A0998 a été tué le 19 novembre alors qu'il effectuait une mission de combat dans le village de Chasiv Yar, dans la région de Donetsk. L'ennemi a largué une munition inconnue à partir d'un drone. Andriy, opérateur principal de la deuxième section des systèmes de missiles antichars, a reçu des blessures multiples et mortelles dues à des éclats d'obus.

Andriy Petrovych Zhydyk est né le 15 mars 1975. Depuis 2016, il travaillait comme tunnelier à la section des travaux préparatoires de la mine Lisova de Lvivuhillya. Il était membre du NGPU.

Son épouse, ses deux fils, ses petits-enfants, ses parents, ses amis, ses collègues et ses collaborateurs pleurent la perte de leurs proches.

Nous nous inclinons devant le Défenseur pour son courage et sa bravoure !



Tuée alors qu'elle évacuait les blessés...

Source : Zmina

(14 novembre 2024) En évacuant un soldat blessé du champ de bataille, l'auxiliaire médicale Maria-Khrystyna Dvojnik, 32 ans, du bataillon de volontaires médicaux des Hospitaliers, est mortellement blessée. Son indicatif d'appel était "Alpaca".

Nous adressons nos plus sincères condoléances à ses proches.

Qu'elle repose en paix.

Luttes communautaires en Ukraine

Manifestation à Marioupol

Source : Conseil municipal de Marioupol (en exil)

(18 novembre 2024) Des milliers de familles de Marioupol restent sans abri sous l'occupation russe.

C'est ce qu'ont déclaré les habitants venus protester. Les habitants des maisons situées aux 85, 87, 89 et 91 de l'avenue Metallurgov ont déclaré que seuls quelques habitants de Marioupol avaient reçu les logements de compensation promis par les occupants. Les autres sont toujours à la rue.

Selon eux, leurs maisons ont été démolies par les envahisseurs et un nouveau complexe résidentiel "Leningradsky" est en train d'être construit à leur place. Les habitants ont fait appel aux autorités locales pour dénoncer l'absence d'indemnisation, mais en vain. La situation est la même pour des milliers de résidents dont les maisons ont été détruites par les occupants, qui ont maintenant laissé des gens dans la rue pour construire des logements pour les Russes.



Les activistes du Ruban jaune ont hissé le drapeau ukrainien sur une montagne de Crimée

Source : Suspline

(18 novembre 2024) Des militants du mouvement de résistance populaire "Ruban jaune" ont hissé le drapeau national de l'Ukraine au point culminant de Baidarskaya Yayla, sur le massif rocheux d'Ilyas-Kai, près de Sébastopol, en Crimée occupée.

Les militants ont également annoncé que le jeudi 21 novembre, Journée de la dignité et de la liberté, ils organiseraient une action panukrainienne du ruban jaune pour soutenir la résistance civile des citoyens ukrainiens dans les territoires temporairement occupés.



Le mouvement, en collaboration avec le projet "Dovidka.info", a développé un navigateur spécial et un service VPN gratuit "You in Ukraine" pour les résidents des territoires occupés, y compris la Crimée. Cela vous permettra de naviguer en toute sécurité sur les sites web et les actualités ukrainiens.

Les parents d'élèves de Buziv bloquent l'autoroute de Zhytomyr

Source : Suspline

(12 novembre 2024) Les enfants n'ont toujours pas d'école, alors leurs parents sont sortis pour bloquer partiellement l'autoroute de Zhytomyr (photo ci-dessus) et pour attirer l'attention sur la situation. Anna Semenyuk, une habitante du village de Lyubimivka, explique que deux appels d'offres pour la reconstruction ont été annulés et que la date limite pour le troisième est le 131 décembre 2024, mais que l'école n'est même pas achevée à 50 %.



“Depuis le 7 octobre, il n'y a plus d'employés dans l'école et les travaux sont arrêtés. On nous avait promis que le chauffage serait allumé pour que les réparations existantes ne soient pas endommagées. Il n'est toujours pas là, alors que sur le papier il est allumé”, explique l'un des parents d'élèves. Elle ajoute qu'ils n'ont qu'un seul objectif : reconstruire l'école.

“C'est la troisième année que les enfants étudient à l'école maternelle. Ils étudient en deux groupes. L'argent a été alloué, mais il

n'est tout simplement pas utilisé. Nos enfants ont survécu à l'occupation, tout comme les otages dans cette situation”, dit-elle.

Lutte des femmes en Ukraine



Les mères réfugiées ukrainiennes sont victimes de discrimination sur le marché du travail

Si l'arrivée des réfugiés ukrainiens a été bien accueillie par les autorités et la population, leur intégration sur le marché du travail, en particulier pour les mères, les a confrontées à de nombreuses discriminations. Photo : Guillaume Souvant/AFP

Source : *The Conversation (France)* [The Conversation \(France\)](https://theconversation.com/les-meres-refugiees-ukrainiennes-sont-victimes-de-discriminations-sur-le-marche-du-travail-171011)

Par [Aneta Hamza-Orlinska](#) Professeure adjointe de gestion des ressources humaines, EM Normandie

Depuis le début des combats dans leur pays, de nombreux Ukrainiens ont dû fuir vers d'autres pays. Mais même loin de la guerre, les difficultés persistent. Les mères réfugiées, en particulier, sont confrontées à la discrimination sur le marché du travail et à la sous-évaluation de leurs compétences.

Depuis le début de l'[invasion russe de l'Ukraine](#) en février 2022, des millions d'Ukrainiens ont été contraints de fuir leur pays, cherchant refuge dans les pays voisins. Parmi eux, un grand nombre de mères ont franchi la frontière polonaise dans l'espoir de reconstruire leur vie dans un environnement inconnu. Bien que des pays européens comme la Pologne aient initialement accueilli ces réfugiés avec beaucoup de bienveillance, leur intégration à long terme sur le [marché du travail](#) reste semée d'embûches.

Notre [étude](#) explore les expériences de ces femmes, révélant comment elles naviguent dans l'enchevêtrement complexe de la maternité, du statut de réfugié et de l'identité culturelle, tout en étant confrontées à une forte méconnaissance de leurs compétences. En conséquence, elles ne sont pas en mesure de négocier les conditions de leur intégration.

La double identité de mère et de réfugiée

La méconnaissance, telle que conceptualisée par le sociologue [Pierre Bourdieu](#), fait référence à la dévaluation ou à la sous-évaluation du capital social, économique et culturel d'un individu au sein d'une société donnée. Pour les mères réfugiées ukrainiennes, ce manque de reconnaissance prend diverses formes, de la [non-reconnaissance de leurs qualifications professionnelles](#) à la perception de leur rôle dans la société d'accueil.

Bien que ces femmes soient hautement qualifiées et expérimentées dans leur domaine, elles se retrouvent souvent reléguées à des emplois mal rémunérés et peu valorisants, qui ne correspondent pas du tout à leurs compétences. Des cadres et des docteurs se retrouvent parfois dans des pizzerias pour des salaires bien inférieurs. Leurs diplômes

et leur expérience professionnelle sont souvent ignorés parce qu'ils ne sont pas reconnus par les institutions, et elles souffrent de la stigmatisation liée au statut de mère réfugiée, perçue comme peu qualifiée. Les groupes marginalisés ont souvent plus de difficultés à établir leur légitimité dans des contextes qui perpétuent les inégalités de pouvoir et d'oppression. En conséquence, [les relations de pouvoir](#) empêchent ces femmes de négocier les conditions de leur inclusion.

L'[intersection de la maternité](#) et du statut de réfugié exacerber les difficultés auxquelles ces femmes sont confrontées. Contrairement aux [migrants volontaires](#) qui peuvent anticiper leur transition, les mères réfugiées ne sont souvent pas préparées à ce changement soudain de pays. Ce manque de préparation, combiné à leur responsabilité première de s'occuper de leurs enfants, limite considérablement leur [capacité à négocier de](#) meilleures conditions de travail ou à chercher un emploi correspondant à leurs compétences. Cette situation est encore compliquée par l'absence de réseaux de soutien, car beaucoup ont quitté non seulement leur foyer, mais aussi leur famille et leur communauté élargie.

Violence symbolique et exclusion du marché du travail

[La violence symbolique](#), autre concept inventé par Pierre Bourdieu, désigne les formes subtiles et souvent invisibles de domination qui perpétuent les inégalités sociales. Pour ces mères réfugiées, la violence symbolique se manifeste par la dévalorisation systématique de leur capital symbolique et culturel, comme les diplômes. De plus, lorsque les mères sont obligées de s'occuper de leurs enfants malades à la maison, elles risquent souvent de perdre leur emploi. Sans réseau de soutien, elles se retrouvent [isolées et impuissantes](#). La violence symbolique persiste également parce qu'elle n'est pas [reconnue](#), les mères réfugiées ne remettant pas en cause leurs conditions de vie.

Ces femmes sont également souvent confrontées à des préjugés et à des stéréotypes, comme l'idée que les travailleuses ukrainiennes devraient faire plus de travail pour un salaire moindre. Cette attente découle de la croyance que ce groupe, perçu comme différent du groupe dominant de la société, acceptera n'importe quoi pour s'intégrer. Ces conditions créent une forme d'[inclusion conditionnelle](#), où les mères réfugiées peuvent participer au marché du travail, mais seulement à des conditions qui renforcent leur position d'infériorité.

La nécessité d'un changement structurel

Les résultats de notre étude soulignent la nécessité de politiques et de pratiques plus inclusives sur le marché du travail. Les employeurs, les décideurs politiques et la société civile doivent reconnaître les défis uniques auxquels sont confrontées les mères réfugiées et prendre des mesures pour surmonter les obstacles systémiques à leur inclusion.

Il s'agit non seulement de reconnaître et de valoriser leurs qualifications professionnelles, mais aussi de leur fournir un soutien adéquat en matière de garde d'enfants et de créer des voies de mobilité ascendante sur le marché du travail. Mais le plus grand besoin est de reconnaître les problèmes de pouvoir au sein de la société qui désavantagent les groupes marginalisés.

Lutte des étudiants en Ukraine

Kyiv : victoire des étudiants à l'Université nationale de l'aviation !

Source : Priama Diia

(13 novembre 2024) Le problème du logement et des conditions de vie dans les dortoirs préoccupe les étudiants de l'Université nationale de l'aviation (UNA) de Kyiv depuis un mois. Le point tournant a été une réunion entre les étudiants de l'UNA et le recteur, au cours de laquelle ils ont convenu de déménager (ou plutôt d'expulser) les dortoirs "inférieurs" de l'université (n° 1 à 6) pendant les vacances d'hiver. Cette décision a été prise en raison des conditions de vie défavorables dans ces dortoirs, qui risquent de ne pas avoir de chauffage ni d'électricité. De nombreux étudiants sont prêts à vivre sans chauffage ni lumière pour éviter d'être expulsés.

Ces problèmes sont communs à tous les dortoirs de l'UNA depuis six ans, quelles que soient les réparations effectuées. Problèmes d'approvisionnement en eau, absence de conditions normales dans les salles de douche, ascenseurs en panne, tout cela est devenu le lot quotidien des étudiants, en particulier des résidents des dortoirs "supérieurs" (n° 7 à 13), qui sont souvent dans un état encore plus déplorable que ceux qui doivent être fermés pour l'hiver.

Des membres du syndicat étudiant Priama Diia ont visité les dortoirs 9 et 11 et, avec d'autres étudiants, ont pris connaissance de leur état de délabrement. Parmi les résidents du dortoir 9, il y avait des étudiants inquiets qui n'étaient pas prêts à supporter l'état déplorable des salles d'eau, avec des cloisons métalliques rouillées et parfois dangereuses et un plafond dont le plâtre s'effrite.

Les étudiants concernés ont accepté de se rendre à l'administration avec des membres du syndicat pour exiger que les réparations des douches soient entamées. Le 4 novembre, nous avons présenté ces revendications collectives au vice-recteur et, dès le lendemain, nous avons été informés que les réparations visant à éliminer les risques sanitaires dans les douches seraient effectuées.

Le résultat ne s'est pas fait attendre : le 11 novembre, les travaux de réparation ont effectivement commencé. Cette petite mais agréable victoire ouvre la voie à d'autres améliorations pour tous les étudiants de l'UNA et leur donne un espoir raisonnable de conditions de vie confortables. Nous continuons à surveiller la qualité et la rapidité des travaux, en nous battant pour obtenir des résultats décents.

Rejoignez le syndicat !

Lviv : deuxième rencontre internationale d'étudiants 'Universités en guerre'

Source : Priama Diia

(29 octobre 2024) Suite aux occupations réussies et à la lutte contre la destruction des dortoirs étudiants Jovita et Kamienka (en Pologne), un réseau international d'étudiants "Universities at War" a été créé en Pologne, et notre syndicat l'a rejoint.

Le premier sommet international du réseau

s'est tenu en juillet dans la ville polonaise de Poznan, où les participants ont élaboré une vision commune de la lutte étudiante internationale. À cette occasion, les participants de Priama Diia ont souligné l'importance de la solidarité



avec les étudiants ukrainiens et l'impossibilité pour certains de ses membres de participer à la réunion en raison de restrictions de voyage. Il a donc été décidé que le deuxième sommet se tiendrait en Ukraine, à Lviv.

Et maintenant, c'est chose faite !

Ce week-end, les 26 et 27 octobre, une trentaine de délégués venus de Pologne, d'Italie, de France et des États-Unis, ainsi que des militants de Priama Diia, sont arrivés à Lviv.

Le premier jour du sommet, Gigi Rogero, théoricien italien de l'opéraïsme et auteur de *The Production of Living Knowledge*, a prononcé un discours dans lequel il a souligné l'importance d'analyser les changements globaux auxquels sont confrontées les universités du monde entier.

Des camarades du syndicat polonais OZZ Inicjatywa Pracownicza ont parlé de leur expérience en matière d'organisation de projets au sein du syndicat, ainsi que des problèmes rencontrés par les groupes de militants de base.

Le deuxième jour, les participants ont discuté des problèmes de sexisme dans les organisations progressistes, de la manière de les surmonter et de promouvoir les idées de lutte pour l'égalité entre les hommes et les femmes.

La deuxième journée s'est terminée par un rapport de Kala, étudiante à l'université du Massachusetts (États-Unis), sur son expérience de participation au mouvement contre le génocide du peuple palestinien et sur la répression dont les participants ont fait l'objet de la part de la police et des groupes d'extrême-droite.

Nous remercions tous ceux qui ont pu participer au sommet. Le soutien des camarades internationaux qui ont pu venir en Ukraine pour montrer leur solidarité et partager leurs expériences est inestimable pour nous.

Le prochain (troisième) sommet de Bologne est encore loin, c'est maintenant qu'il faut poursuivre la lutte étudiante ici et maintenant, et nous vous invitons à rejoindre le syndicat.

La résistance étudiante en Ukraine

Entretien avec Katya Gritseva (sous-titrage français/anglais)



<https://www.youtube.com/watch?v=iMLAnaXS2EE>

Sous titre en français

Les étudiants de la NLTU se battent pour de meilleurs logements à Lviv

Source : Priama Diia

(8 octobre 2024) La nouvelle année universitaire a commencé de manière inattendue pour les étudiants de l'Union forestière nationale d'Ukraine (NLTU), car leurs chambres sont désormais occupées par quatre personnes au lieu de trois. Le dortoir n° 1, surpeuplé, n'était pas prêt à accueillir autant de monde, certains des nouveaux résidents n'ayant même pas reçu de lits, et encore moins de nouveaux meubles et de nouvelles portes. Il était rare de trouver de l'eau chaude le matin, car les nouvelles chaudières n'avaient pas été installées avant l'emménagement.

Dans ces circonstances, nous avons décidé de soutenir les étudiants en forçant l'administration à prêter attention à ces problèmes et à prendre des mesures pour les résoudre. Pour ce faire, nous avons organisé une réunion le 15 septembre. Des étudiants préoccupés par le sort du dortoir étaient présents, mais notre réunion a été interrompue par des "représentants" étudiants du syndicat NLTU et du conseil étudiant, qui nous ont conjointement assuré qu'il n'y avait aucun problème dans le dortoir et qu'il n'était pas nécessaire d'organiser une réunion. Cette intervention effrontée a montré la fausseté de cette représentation, car au lieu d'aider à construire un dialogue avec les étudiants, ils l'ont empêché.

Le dortoir n° 1 n'a pas attendu que ses "représentants" négocient tranquillement avec l'administration sur la manière d'en finir au plus vite. Au contraire, les étudiants ont décidé de collecter des signatures pour déposer une plainte collective auprès du ministère de l'éducation et des sciences, dans laquelle ils décrivent tous les problèmes auxquels ils sont confrontés quotidiennement dans leur dortoir : manque d'eau chaude, meubles et portes délabrés, prises, robinets et cuisinières à gaz défectueux, et un manque général de respect des normes sanitaires. En une seule journée, ils ont réussi à récolter 146 signatures, ce qui montre à quel point ces problèmes sont urgents et douloureux pour les étudiants.

La plainte est en cours d'examen et nous attendons, avec les étudiants du NLTU, une réponse, mais de telles actions ont déjà forcé l'administration à bouger, puisque le lendemain de la réunion, le recteur a promis d'effectuer des réparations et de remettre les chaudières en état. Ce ne sont que les premiers pas, mais nous comprenons que les promesses ne restent que des promesses si nous ne maintenons pas la pression sur l'administration. C'est pourquoi, avec les étudiants de la NLTU, nous continuerons à agir et à encourager d'autres étudiants à se joindre à la lutte pour de meilleures conditions dans les dortoirs !

Une lycéenne ukrainienne pendant la guerre

Source : Réseau international du travail, de la solidarité et des luttes : [Réseau international de solidarité et de lutte des travailleurs](http://www.rrsdl.org)

Intervieweur : Patrick Le Tréhondat

(14 octobre 2024) Plus de 25 % des écoliers ukrainiens sont aujourd'hui privés de la possibilité d'étudier pleinement en raison des opérations militaires et des attaques régulières de missiles russes. En conséquence, en avril 2024, 628 489 enfants ukrainiens étudient à distance et 298 833 autres étudient dans un format mixte (en partie à l'école, en partie en ligne). 2 727 483 enfants fréquentent régulièrement l'école. Plus de 5 000 écoles ont été totalement ou partiellement détruites en Ukraine. La vie des élèves du secondaire a été bouleversée par la guerre. Les jeunes Ukrainiens ne peuvent plus s'épanouir pleinement. Ils sont constamment menacés par les bombardements impitoyables de la Russie sur leur pays.



Varvara Borysenko (photo), jeune lycéenne ukrainienne et militante de Priama Diia (Action directe), a eu la gentillesse de répondre à nos questions sur sa vie d'écolière dans un pays en guerre.

Pouvez-vous vous présenter à nos lecteurs ?

Bien sûr que je peux ! Je m'appelle Varvara, j'ai 16 ans et je viens de Kharkiv, une ville de l'est de l'Ukraine. Nous avons 11 années d'école ici, je suis donc actuellement en dixième année (pour expliquer, c'est l'équivalent de la

première année de l'école secondaire supérieure dans votre système éducatif, il me reste donc encore un an et demi d'école secondaire). Je suis d'ailleurs une excellente élève ! En ce moment, je suis chez mes grands-parents, qui vivent dans une région un peu plus calme (bien que le mot "plus calme" ne s'applique pas vraiment à une région ukrainienne) que celle d'où je viens.

Comment la guerre a-t-elle changé votre vie ? Et vos conditions d'études ?

Je dirais que la guerre a changé beaucoup de choses dans ma vie. Mes parents et moi avons décidé de quitter Kharkiv le premier jour du conflit, parce qu'il était trop dangereux de rester. Je me souviens très bien de ce jour monstrueux. Ma mère m'a réveillé et m'a dit que l'invasion russe avait commencé et qu'elle et mon père avaient déjà entendu des explosions très tôt le matin. Il n'y avait plus rien dans les magasins, la circulation était incroyablement dense. Il nous a fallu (moi, mes parents et notre chat) 12 heures pour parcourir seulement 250 kilomètres !

En ce qui concerne mes études, je suis des cours en ligne (comme tout le monde pendant la fermeture de Covid). Cela a ses avantages, car j'ai plus de temps libre et j'en passe davantage avec ma famille ! Mais parfois, l'interaction "réelle" avec mes camarades de classe me manque. Par exemple, l'un de mes amis est parti en Autriche. Nous ne nous parlons plus aussi souvent qu'avant, ce qui me rend triste. C'est pourquoi j'ai beaucoup d'amis en ligne.

Quels sont les principaux problèmes que vous rencontrez dans votre vie quotidienne ?

La question de la sécurité se pose tous les jours. On ne sait jamais si tout va bien se passer lors d'une simple promenade. Il y a beaucoup d'alertes aériennes, qui nous avertissent du danger d'être dehors : il faut se cacher, il y a un risque d'attaque russe. Vivre avec d'autres membres de la famille, et pas seulement avec ses parents, peut également s'avérer difficile à certains moments. Ma vie d'avant-guerre me manque, même si j'essaie de profiter de chaque instant de la vie quotidienne sans trop me focaliser sur le passé.

Comment les autres lycéens réagissent-ils à la guerre ? De quoi souffrent-ils le plus ?

Cela dépend de l'endroit où se trouve leur école. De nombreux lycéens vont à l'école dans des régions considérées comme plus sûres, mais ils doivent faire face au problème des cours interrompus en raison des alertes aériennes. Ceux qui ont des cours en ligne les suivent lorsqu'il y a de l'internet ou de l'électricité.

Quelles sont les activités de loisirs qui s'offrent à vous aujourd'hui en tant que jeune écolière en Ukraine ?

J'ai des amis qui dansent, jouent au football, etc. Mais la sécurité reste la priorité absolue. Personnellement, je préfère passer mon temps à me promener en ville ou à faire quelque chose à la maison. J'ai une grande admiration pour le cinéma, donc je regarde beaucoup de films, surtout des films français, comme ceux de Jean-Luc Godard, Louis Malle, Philippe Garrel, Chantal Akerman, etc. Cela me permet d'exercer ma compréhension orale de la langue française ! Je dessine aussi, je lis et je tire même des cartes de tarot.

Vous êtes membre du syndicat Priama Diia. Pourquoi ?

Je constate que les réformes néolibérales détruisent notre système d'enseignement supérieur. Ma mère est professeur d'histoire de l'art dans l'une des universités de Kharkiv. Le stress de la guerre, ajouté à ces réformes, rend le travail des enseignants insupportablement difficile. Les étudiants, quant à eux, souffrent également, car l'éducation devient de plus en plus inaccessible. Je veux être utile à la société, améliorer les conditions de vie des étudiants et des enseignants, et rendre l'éducation meilleure et plus accessible à tous !

Priama Diia me donne l'opportunité de m'impliquer dans une noble cause. J'aime communiquer avec les gens, c'est pourquoi, au sein de notre syndicat, je travaille à l'accueil des nouveaux syndiqués ainsi qu'au département des relations internationales, car je parle anglais et français.

Les lycéens ont-ils des exigences particulières ?

Malheureusement, d'après mon expérience avec mes camarades de classe, les lycéens ne sont pas vraiment intéressés par l'activisme, même lorsqu'il s'agit de questions qui les concernent. Je fais partie du gouvernement étudiant de mon école, et nous nous occupons souvent de questions très triviales, comme la réalisation d'une vidéo pour saluer nos professeurs à l'occasion de la Journée des enseignants, etc.

Quels sont les problèmes de votre école, par exemple ?

Lorsque les Russes bombardent les infrastructures énergétiques civiles, il peut y avoir des coupures de courant prolongées à Kharkiv. Pendant cette période, il n'y a pas de cours, car les élèves et les enseignants qui sont dans la

ville ne peuvent pas se concentrer sur cela. Ils doivent s'assurer qu'ils ont de la nourriture, de l'eau et un minimum de lumière, que ce soit des bougies ou des lampes à piles. Cela se passe aussi dans d'autres villes, bien sûr.

Comment voyez-vous votre avenir ?

Je veux devenir cinéaste. Le cinéma est ma passion absolue. À travers mes projets cinématographiques, je veux partager ma vision du monde pour le rendre plus sensible, plus sincère, plus aimable, pour que les gens commencent à apprécier l'art plus profondément et cessent de le consommer sans réfléchir.

Je pense étudier en France pour acquérir une expérience à l'étranger, parce que je suis fascinée par les cultures d'autres pays, et pour faire de nouveaux contacts pour Priama Dlia aussi ! Après, je verrai, je ne veux pas faire trop de projets. Je peux seulement dire que je suis sûre de ne jamais vouloir quitter l'Ukraine pour toujours. C'est un pays qui me tient à cœur.

Mon message à ceux qui lisent cet entretien est de continuer à soutenir l'Ukraine dans sa lutte contre l'impérialisme russe et de ne jamais oublier les luttes des autres nations opprimées dans le monde. Aucun d'entre nous n'est libre tant que nous ne le sommes pas tous. Et aussi, soyez plus gentils et plus attentifs à ceux qui vous entourent !

Lutte des LGBTI+ en Ukraine



[Faire un don ici](#)

Une librairie annule la discussion sur la littérature homosexuelle

Source : ZMINA

(10 novembre 2024) La librairie Readeat a annulé un événement qui devait porter sur la littérature homosexuelle.

La raison en était les menaces que la librairie avait reçues.



“Il est pervers de passer son temps à perturber des manifestations autour du livre au lieu de lire et de s'instruire”, a déclaré le fondateur de Readeat, Dmytro Feliksov, à propos de ces menaces.

Autres nouvelles et analyses sur l'Ukraine

VIDÉO : Le bataillon des Mamies (sous-titres français et anglais)



Source : Communes

En réponse aux défis posés par une guerre à grande échelle, le Bataillon des Mamies est devenu célèbre pour ses repas faits maison pour les soldats. Outre la cuisine, les retraités cousent des draps et des vêtements et fabriquent des bougies. Elles ont même réussi à convaincre les autorités locales de leur fournir une salle dans une ancienne école, où elles ont installé leur quartier général pour les personnes déplacées. Pour comprendre ce qui

motive ces femmes à ne pas perdre espoir et à poursuivre leurs activités malgré la fatigue et leurs propres difficultés, *Commons* vous recommande cette vidéo (7 minutes).

<https://www.youtube.com/watch?v=7ThepyjN5A0>

Menu roue dentée - sous-titre en anglais. Menu roue dentée - sous-titre en français



VIDÉOS : Howie Hawkins' Green Socialist Notes—épisodes de l'Ukraine

<https://www.facebook.com/runhowierun2020/videos/1243692823569274>

Déclaration de la KVPU : Au 1000^e jour de l'invasion totale de l'Ukraine par la Russie, après dix ans de guerre contre l'Ukraine

Chères sœurs et chers frères,

La Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU), affiliée à la CSI, s'adresse à vous aujourd'hui, 19 novembre, au 1000^e jour de l'invasion totale de l'Ukraine par la Russie et au 3925^e jour de la guerre génocidaire déclenchée par la Russie.

Nous sommes contraints d'en appeler une fois de plus à la communauté syndicale internationale face aux attaques cyniques et brutales de la Russie contre les infrastructures civiles et énergétiques de l'Ukraine, y compris les centrales nucléaires, qui visent à créer un génocide énergétique de la population civile de l'Ukraine pendant l'hiver. En outre, la Russie poursuit son offensive dans le but de détruire et d'occuper les territoires ukrainiens, y compris les zones industrielles. Les Ukrainiens défendent leur pays ; nous nous battons pour pouvoir vivre et travailler sur le sol ukrainien. Nous n'avons menacé ni attaqué personne. Le 16 novembre 1994, l'Ukraine a adhéré au traité sur la non-



prolifération des armes nucléaires et a complètement éliminé son arsenal nucléaire il y a 30 ans. Nous rappelons au monde l'engagement de l'Ukraine à atteindre des objectifs communs, à savoir la paix et un avenir meilleur pour le monde.

Dans la nuit du 17 novembre 2024, la Russie a mené l'une des plus grandes attaques contre l'Ukraine, démontrant son mépris pour la diplomatie mondiale, le droit humanitaire international et la valeur la plus élevée - la vie humaine.



Cette frappe massive combinée de missiles et de drones a détruit des bâtiments résidentiels et des infrastructures civiles dans les régions de Kiev, Odesa, Kryvyi Rih, Pavlohrad, Vinnytsia, Mykolaiv, Rivne, Lviv, Ivano-Frankivsk, Khmelnytskyi et Zakarpattia.

En l'espace de quelques heures, la Russie a lancé 210 missiles et drones kamikazes sur des villes paisibles et endormies d'Ukraine, dépensant environ 1,2 milliard de dollars pour cette attaque visant à

priver les Ukrainiens de lumière et de chaleur à l'approche des gelées. La cible principale était l'infrastructure énergétique civile, c'est-à-dire les installations qui fournissent à la population des ressources vitales telles que la lumière, la chaleur et l'eau. L'attaque a provoqué des coupures de courant d'urgence dans de nombreuses régions, privant notamment la ville d'Odessa d'électricité pendant une journée entière.

Plus dévastateur encore, une nouvelle agression injustifiée de la Russie a fait de nombreuses victimes. À Soumy, le nombre de civils tués par l'attaque russe du 17 novembre s'élève à 11, dont un garçon de neuf ans et une fille de 14 ans, et plus de 100 blessés, dont des enfants.

Dans la région d'Odessa, le 17 novembre 2024, des missiles russes ont coûté la vie à deux travailleurs du secteur de l'énergie, âgés de 41 et 44 ans. Dans la région de Dnipropetrovsk, deux cheminots ont été tués. Des bombardements hostiles ont coupé l'électricité sur plusieurs tronçons ferroviaires dans le sud, l'ouest et le nord-est du pays.

Le 18 novembre, la terreur russe se poursuit. Le bombardement d'Odessa au cours de la journée a causé la mort de 10 civils.

Tard dans la soirée du 18 novembre, les forces russes ont utilisé un drone pour frapper un dortoir d'un établissement d'enseignement à Hlukhiv, dans l'oblast de Sumy. Au matin du 19 novembre, l'attaque avait tué huit personnes, dont un enfant. Les opérations de sauvetage se poursuivent, des personnes pouvant encore être piégées sous les décombres.

Chaque jour, les occupants russes bombardent les villes et les villages situés sur la ligne de front, en lançant des missiles, des drones et des frappes d'artillerie.

Dans le même temps, nous soulignons que les villes ukrainiennes subissent chaque jour des attaques d'artillerie, de missiles et de drones, et que la population civile souffre des crimes de l'armée russe. Actuellement, des combats acharnés se poursuivent dans les villes minières autrefois paisibles où nos organisations syndicales opéraient, en particulier à Toretsk, Kurakhove, Myrnograd et Pokrovsk, et d'autres villes minières, telles que Selidove, Novogrodivka, Vugledar, sont occupées par la Russie et détruites.

Nous soulignons une fois de plus que le peuple ukrainien, les travailleurs, les villes et les entreprises ukrainiennes souffrent quotidiennement des attaques d'artillerie, de missiles et de drones, de la terreur militaire de la Russie. Au total, 59 travailleurs ont été blessés depuis le 1er novembre, et dix d'entre eux sont décédés.

Le 13 novembre 2024, une délégation de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (CFTU), composée du président Mykhailo

Volynets, de la secrétaire internationale Olesia Briazgunova, ainsi que de sauveteurs miniers et de volontaires de la Campagne de solidarité ukrainienne (Royaume-Uni), a visité les villes minières des régions de Dnipropetrovsk et de Donetsk.

La délégation a visité l'une des entreprises de la société Metinvest, où elle a été témoin du travail courageux des travailleurs au milieu des attaques. Elle s'est également rendue à la périphérie de la ligne de front de Pokrovsk, où elle s'est entretenue avec des travailleurs, des syndicalistes, des sauveteurs et des habitants. Le même jour, certains de ces lieux ont été bombardés. En outre, ce jour-là, un garçon de 10 ans est mort dans le district de Pokrovsk à la suite d'une frappe russe directe sur une voiture civile, et une habitante a été abattue par des soldats russes en pleine rue.



Nos collègues étrangers de la Campagne de solidarité ukrainienne (Royaume-Uni) ont été choqués par l'ampleur des destructions dans les villes minières et dans les entreprises où les gens travaillent tous les jours sous les bombardements. Nous avons exprimé notre gratitude aux sauveteurs miniers des 10e et 8e escouades de sauveteurs miniers, parmi lesquels se trouvent des membres de la KVPU, qui secourent les mineurs et les civils après les attaques russes. Ils ont mené une opération de sauvetage le 13 novembre, lorsque, après un bombardement, environ 300 mineurs se sont retrouvés dans une mine sans énergie - souterraine, sans ventilation ni alimentation en oxygène et avec une menace d'inondation. Ce matin-là, des volontaires de la campagne de solidarité ukrainienne ont remis au 10e détachement l'aide nécessaire collectée par des syndicats et des Britanniques bienveillants.

Nous sommes reconnaissants pour cette aide et pour toute l'assistance apportée aux sauveteurs, aux travailleurs, aux syndicats et aux victimes de la guerre aujourd'hui. Elle permet de sauver des vies et d'alléger les souffrances.

Nous soulignons que chaque jour, les villes ukrainiennes sont protégées par nos militaires, qui sont des mineurs, des sauveteurs, des cheminots, des médecins, des enseignants et des représentants d'autres professions. Pour notre liberté et notre paix, nous payons un prix très élevé, la vie de notre peuple, de nos citoyens passionnés. La victoire de l'Ukraine est le fruit d'une lutte acharnée, à la sueur et au sang des travailleurs et des syndicalistes.

Les Ukrainiens vivent et travaillent dans des conditions extrêmement difficiles : danger de mort permanent, coupures d'électricité, manque d'accès aux services de base. Et pourtant, ils n'abandonnent pas. Grâce à leur travail, à leur volontariat et à leur résilience, et surtout à leur lutte courageuse sur le front, ils défendent l'Ukraine et luttent pour la paix. L'Ukraine se bat non seulement pour sa liberté, mais aussi pour les valeurs communes des pays démocratiques : la paix, la justice, la démocratie et le droit à la vie.

La KVPU lance un appel aux membres de la CSI et à tous les syndicats démocratiques :

- Soutenir la fourniture d'une aide économique et humanitaire à l'Ukraine ;
- Soutenir la fourniture d'une aide militaire à l'Ukraine afin de protéger la population, les infrastructures énergétiques, les lieux de travail et le pays ;
- Soutenir le renforcement des sanctions contre le régime terroriste de la Russie et ceux qui le soutiennent et le financent, car cela peut limiter considérablement les ressources financières et l'exportation des technologies nécessaires à la poursuite de la guerre sanglante ;
- Soutenir la possibilité d'utiliser les avoirs russes gelés pour les affecter à l'aide à l'Ukraine ;
- Isoler et écarter des organisations internationales les personnalités politiques, publiques et syndicales russes, en tant que représentants d'un pays qui mène des activités terroristes contre l'Ukraine souveraine et indépendante et contre ses citoyens.

En solidarité,

Mykhailo Volynets, président de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine



Faire connaître la réalité de l'Ukraine en Afrique

Source : Namibie pour l'Ukraine

(19 novembre 2024) Maksym Subkh, le représentant spécial de l'Ukraine pour le Moyen-Orient et l'Afrique, a rencontré un groupe de représentants des médias africains dans le cadre de leur tournée de presse en Ukraine (photo).

Des journalistes d'Afrique du Sud, du Cameroun, de Côte d'Ivoire, du Ghana, de Guinée, du Nigeria, de la République démocratique du Congo, du Sénégal, de Tanzanie et du Tchad ont participé à la réunion.

À l'occasion du millième jour depuis le début de l'invasion massive de l'Ukraine par la Russie, Maxim Subh a informé les journalistes en détail sur le déroulement de la guerre russo-ukrainienne et a souligné qu'il était inacceptable que l'Ukraine fasse des concessions territoriales pour apaiser l'agresseur. Il a également expliqué aux journalistes présents la nature néocoloniale de la politique étrangère de la Russie à l'égard de l'Ukraine et de l'Afrique.



Le représentant spécial a également informé les journalistes des préparatifs du deuxième sommet mondial pour la paix et a une nouvelle fois appelé les gouvernements africains à y participer au plus haut niveau.

Maksym Subh a également appelé les États africains à se joindre aux efforts conjoints de la Coalition internationale pour le retour des enfants ukrainiens, ainsi qu'à participer au troisième sommet international sur la sécurité alimentaire.

Dans ce contexte, le diplomate ukrainien a présenté les résultats actuels de la mise en œuvre de l'initiative humanitaire "Grain d'Ukraine" et a décrit son rôle important dans le renforcement de la sécurité alimentaire continentale, soulignant qu'il était inadmissible que la Russie utilise la faim pour faire pression sur les pays vulnérables.

La représentante spéciale a hautement apprécié le rôle des journalistes présents dans la diffusion de récits véridiques sur l'Ukraine en Afrique et leur a demandé de continuer à contrer la propagande destructrice de la Russie dans l'espace d'information des États du continent.

Les questions des journalistes portaient notamment sur le renforcement de l'implication des États africains dans les efforts visant à instaurer une paix juste en Ukraine. Les journalistes se sont également intéressés à la vision de la partie ukrainienne sur les perspectives et les mécanismes de renforcement de la dynamique de coopération avec le continent africain.

Maksym Subkh a noté le succès de la diplomatie ukrainienne sur le continent africain, en particulier l'ouverture de sept nouvelles ambassades en 2023-2024, et a exprimé la volonté de l'Ukraine d'accroître encore la dynamique des contacts politiques avec l'Afrique au plus haut niveau.

Le représentant spécial de l'Ukraine a souligné le potentiel de coopération entre l'Ukraine et les États africains, en particulier dans les domaines politique, commercial, économique, scientifique, technique et humanitaire, en mettant l'accent sur la mise en œuvre de projets communs et sur l'échange d'expériences et de technologies.

Le diplomate ukrainien a souligné l'engagement indéfectible de l'Ukraine à développer ses relations avec l'Afrique dans un esprit d'égalité, de respect mutuel et de confiance, et a remercié les gouvernements et les peuples des pays africains représentés à la réunion pour leur soutien à la souveraineté de l'Ukraine dans l'arène internationale.

Soigner en temps de guerre : Les travailleurs sociaux ukrainiens partagent leurs expériences

Source : Union du service public européen

(9 novembre 2024) La FSESP a marqué la Journée internationale des soins et de l'accompagnement des Nations Unies par un webinaire qui discute des conclusions d'un rapport récemment publié intitulé *Ils nous attendent : l'impact de la guerre totale sur les conditions de travail des travailleurs sociaux*. Le rapport met en lumière la situation critique des travailleurs sociaux ukrainiens qui tentent de continuer à fournir un soutien social aux citoyens de l'Ukraine.

Des travailleurs sociaux ukrainiens ont fait part de leur expérience de la vie professionnelle actuelle. Les salaires sont bas, dans certains cas inférieurs au salaire minimum, et les compléments de salaire tels que les primes ont été suspendus dans de nombreux cas. La charge de travail a augmenté et comprend désormais des activités telles que la réception, la distribution et l'acheminement de l'aide humanitaire, la vérification des abris antiatomiques et la fourniture de soins et de soutien aux personnes âgées qui se sont retrouvées seules après le départ des membres de leur famille qui s'occupaient d'elles.

Tout ce travail s'effectue dans un climat de danger et d'instabilité. De nombreux travailleurs doivent utiliser leur propre véhicule (ou celui de membres de leur famille ou même d'amis) ou même leur bicyclette pour se déplacer, faute de transports publics. Les routes sont endommagées, dangereuses et difficiles à emprunter. Souvent, les travailleurs sociaux doivent travailler malgré les coupures de courant, les alertes aux raids aériens et les bombardements.

La situation, exacerbée par deux années entières de guerre, est intenable. La santé physique et mentale des travailleurs sociaux est à bout. Ils souffrent du manque de sommeil, des alertes aux raids aériens, du manque de

temps pour se reposer correctement, de la nécessité d'aller travailler quoi qu'il arrive et de l'anxiété concernant leurs propres enfants et familles. Le travail est souvent physiquement exigeant lorsqu'il s'agit de s'occuper de clients à mobilité réduite, et émotionnellement exigeant lorsqu'il s'agit d'apporter soutien, confort et réconfort - en protégeant les clients de la souffrance et des difficultés.

En fin de compte, les travailleurs sociaux aident à restaurer un sentiment d'espérance, de stabilité et de résilience dans les communautés, en aidant les individus et les communautés à guérir et à reconstruire leur vie après le traumatisme de la guerre. Les services publics doivent être renforcés afin, comme dans le cas de l'Ukraine, de protéger les citoyens et de fournir des soins de qualité dans toute l'Europe.

Le rapport complet sera bientôt disponible sur le site web de la FSESP.

Foire du livre de Francfort : Les éditeurs ukrainiens protestent



Source : Suspline

(22 octobre 2024) Viktor Kruglov, directeur général de la maison d'édition Ranok à Kharkiv, a lancé une protestation contre la maison d'édition russe Exsmo, qui participait pour la première fois à la Foire du livre de Francfort en 2024.

À la suite d'une protestation des représentants des maisons d'édition ukrainiennes (photo), le stand russe a été fermé.

Avec d'autres éditeurs ukrainiens, le directeur de la maison d'édition Folio, Oleksandr Krasovytzkyi, et le directeur de la maison

d'édition Znannya, Volodymyr Karasev, se sont rendus au stand russe de Francfort le 18 octobre avec des affiches sur lesquelles on pouvait lire "La Russie tue les écrivains, les journalistes et les enfants".

"La Russie comprend l'importance de la diplomatie culturelle. En effet, la participation de la Russie à des événements culturels et à des compétitions sportives montre la capacité du pays. Il est donc très important d'empêcher les maisons d'édition russes de participer aux expositions internationales. Elles légalisent ainsi leur présence sur la scène internationale", explique M. Kruglov.

Soutien minier aux combattants ukrainiens

Source : KVPU

(14 octobre 2024) Le Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine dans le Donbass occidental et les principales sections du NPGU qui en font partie ont envoyé une nouvelle aide volontaire au front aux militaires ukrainiens qui luttent contre les agresseurs russes.

À l'occasion de la Journée des défenseurs de l'Ukraine, les principales organisations du NPGU mines Samarska, Dniprovska, Pavlogradska, Heroiv Kosmos, Zakhidno-Donbaska et Ternivska, la société anonyme publique DTEK Pavlogravillia et l'association régionale du NPGU Donbass occidental ont alloué des fonds et acheté des articles nécessaires à nos soldats sur le front, notamment des tronçonneuses, des pelles à baïonnette et leurs supports, des agrafes métalliques, des gants de travail, des plaques d'isolation, etc.

Et récemment, des militants syndicaux ont livré tout cela et d'autres articles, tout aussi nécessaires au front, aux unités militaires qui défendent l'Ukraine contre l'ennemi dans les secteurs de Donetsk, Kharkiv et Zaporizhzhia.

Ils ont également ajouté des tourniquets Sich de haute qualité, ainsi que des produits de nettoyage et d'hygiène. Ils n'ont pas oublié la nourriture, les friandises et autres. Mais les soldats ont été très heureux et émus par les cadeaux des enfants.

Comme l'a souligné à juste titre l'association régionale NPSU, la ligne de front se trouve actuellement dans une situation difficile, qui conduit à l'épuisement de nos défenseurs, qui ont donc encore plus besoin du soutien de l'arrière, et le syndicat continuera à faire tout ce qui est en son pouvoir pour les aider.

Ensemble, nous sommes une force !

Nous rapprochons la victoire !



Conseil des Syndicats Mondiaux : Déclaration sur les garanties en matière de travail pour tous les investissements destinés à la reconstruction de l'Ukraine

Source : UITA

(3 octobre 2024) Le Council of Global Unions a publié une déclaration axée sur la nécessité de mettre en place des garanties en matière de travail pour tous les investissements liés à la reconstruction de l'Ukraine, dont le coût est estimé par la Banque mondiale à 500 milliards de dollars. Ces chiffres sont stupéfiants - les fonds demandés représentent 2,4 fois le PIB de l'Ukraine avant la guerre et trois fois le total des fonds alloués dans le cadre du plan Marshall de 1948 pour reconstruire toute l'Europe occidentale après la Seconde Guerre mondiale (179 milliards de dollars américains en monnaie d'aujourd'hui).

Il ne s'agit là que des coûts de la reconstruction physique, alors que la reprise économique nécessitera également des mesures énergiques pour reconstituer la main-d'œuvre, les politiques industrielles, les services publics, le marché du travail et les migrations, ainsi que les politiques de développement régional.

Il est impératif qu'une stratégie de reconstruction globale et à long terme comprenne une conditionnalité inhérente aux droits des travailleurs. Celle-ci doit englober la protection des normes fondamentales du travail de l'OIT, ainsi que les conventions prioritaires qui permettent et protègent les droits des travailleurs. En investissant dans l'avenir de l'Ukraine, nous devons donner la priorité au bien-être de ses citoyens et veiller à ce que leurs droits fondamentaux soient protégés et respectés tout au long du processus de reconstruction. Les risques ont déjà été accrus lorsque l'Ukraine a adopté une série de lois d'urgence régressives qui ont sapé les droits des travailleurs et limité la capacité des syndicats à protéger les intérêts des travailleurs.

Par conséquent, le groupement Global Unions demande à tous les investisseurs et donateurs de s'engager conjointement à incorporer, dans tout accord de prêt, de don ou de projet concernant la reconstruction de l'Ukraine, les clauses de travail suivantes dans le cadre des conditions imposées au gouvernement ukrainien, aux institutions multilatérales et à toutes les entreprises nationales et multinationales impliquées dans les activités de reconstruction :

1. Assurer le respect obligatoire de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail : la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930, la convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957, la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949, la convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981, et la convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006.

2. Exiger que tous les plans de projets d'infrastructure, de construction et de transformation industrielle, y compris l'énergie, comprennent des stratégies de mise en œuvre qui intègrent des mécanismes de réclamation syndicale accessibles, qui garantissent une réparation rapide et efficace, ainsi que des rapports sur le respect du travail décent, y compris des conditions de travail décentes, des salaires équitables, la santé et la sécurité.
3. Créer un mécanisme d'inspection conjointe du travail en collaboration avec les agences nationales compétentes, les syndicats nationaux, européens et internationaux et les partenaires sociaux afin de garantir la mise en œuvre des normes fondamentales du travail de l'OIT à tous les niveaux et à toutes les phases, y compris la chaîne d'approvisionnement, des activités de construction, d'infrastructure et d'industrie.
4. Garantir que tous les processus de financement et de passation de marchés pour les projets de construction, d'infrastructure et d'industrie sont publics, transparents et responsables et qu'ils prévoient un budget pour les inspections, la formation professionnelle et les mesures de santé et de sécurité au travail, ainsi que des consultations avec les parties prenantes concernées.
5. Garantir que les futures politiques et législations nationales protègent les droits des travailleurs et promeuvent la négociation collective conformément aux conventions de l'OIT et à la législation de l'UE afin de faciliter les aspirations du pays à devenir membre de l'UE.

Cliquez [ici](#) pour lire la déclaration complète de l'UGC.

Andrii Denisov, président du conseil de coordination de l'UITA en Ukraine, a déclaré : "La mise en œuvre du programme de relance est impossible sans les travailleurs, qui porteront le poids de la reconstruction de l'économie ukrainienne. Leurs droits du travail et syndicaux doivent être respectés et conformes aux normes internationales du travail. De plus, après la guerre, toutes les réglementations qui ont restreint les droits des travailleurs pendant la loi martiale devraient être immédiatement abrogées. Le Conseil de coordination de l'UITA en Ukraine soutient la déclaration du Conseil des Syndicats Mondiaux sur la nécessité d'un engagement commun sur les garanties du travail pour tous les investissements visant à reconstruire l'Ukraine. C'est la bonne chose à faire".

Une artiste de cirque ukrainien expulsée d'un festival en Italie

Source : Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine

(2 octobre 2024) L'artiste de cirque ukrainienne Anna Petrenko a été disqualifiée du Festival international des arts du cirque en Italie après avoir protesté contre le membre du jury Maxim Nikulin, directeur du cirque d'État de Moscou et fils du célèbre acteur soviétique Yuri Nikulin. Maxim Nikulin soutient la guerre de la Russie contre l'Ukraine.

Anna est apparue sur scène avec un drapeau ukrainien et une affiche dénonçant Nikouline (photo).

Hanna Petrenko a également commenté la situation sur son Instagram, affirmant qu'elle ne savait pas qui ferait partie du jury avant le début du festival. Après avoir appris la présence de Nikulin, l'artiste a exprimé son indignation, affirmant que sa participation au festival pourrait être perçue comme une tentative de restaurer l'image de la Russie, qui mène une guerre d'agression contre l'Ukraine.

Selon Mme Petrenko, sous la direction de M. Nikulin, le cirque d'État de Moscou offre des avantages aux participants aux hostilités contre l'Ukraine et à leurs familles, et organise également des spectacles pour l'armée russe. Elle a ajouté que M. Nikulin lui-même soutient publiquement les autorités russes et leurs actions militaires.



L'interdiction très problématique de la langue russe

Pendant les vacances parlementaires, un député propose d'interdire la langue russe

(Voir ci-dessous la déclaration critique du Mouvement social lors des premières tentatives d'interdiction du russe en 2022 : “Non au chauvinisme”).

Source : Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine

(30 octobre 2024) La Verkhovna Rada est en train d'enregistrer un projet de loi qui pourrait obliger les élèves et les enseignants à parler ukrainien dans toute l'école, et pas seulement pendant les cours.

Le projet de loi propose d'introduire le concept d'“environnement linguistique ukrainien” dans la loi sur l'éducation et d'obliger les directeurs et les employés des établissements d'enseignement à créer et à maintenir un environnement linguistique ukrainien.

En d'autres termes, les enseignants ne doivent pas passer au russe pendant les pauses, à la cantine ou lors de communications privées dans les locaux de l'école. En outre, ils devront encourager les élèves à communiquer en ukrainien et faire des commentaires lorsqu'ils entendent des enfants parler russe.

Avant la guerre, un tiers des élèves de l'enseignement secondaire déclaraient parler à la fois l'ukrainien et le russe pendant les pauses, mais surtout le russe. L'année dernière, ce chiffre était de 21 %.

Non au chauvinisme - Déclaration du Mouvement social sur l'utilisation de la langue russe

(23 octobre 2022) La libération des territoires sous occupation russe posera inévitablement la question de la réintégration des populations libérées. Cette question requiert une attention particulière si, bien sûr, nous voulons non seulement récupérer les territoires mais aussi réintégrer leurs habitants. Or, les représentants des autorités [ukrainiennes] agissent souvent selon une logique différente, en recourant à l'incitation à la haine de la langue [russe].

Le secrétaire du Conseil national de sécurité et de défense de l'Ukraine, Alexei Danilov, a déclaré que “la langue russe doit disparaître complètement de notre territoire en tant qu'élément de propagande ennemie et de lavage de cerveau pour notre population”.

Comme nous le savons, les Russes considèrent que la nation ukrainienne, la langue ukrainienne et la culture ukrainienne doivent être détruites en tant que phénomènes incompatibles avec l’“idée nationale” russe. Et cela sert de prétexte à la guerre et à tous les crimes commis par les autorités russes. Mais au lieu de dénoncer cette illusion, nos autorités s'y complaisent.

La langue russe n'est pas seulement celle de Poutine et de Solovyov - c'est la langue de millions d'Ukrainiens, y compris ceux qui luttent contre l'impérialisme russe. La langue russe est d'une grande importance pour beaucoup de ceux qui vivent sous l'occupation. Refuser à ces personnes le droit de parler leur langue maternelle conduit à un rejet de la part de larges pans de la société. Danilov ne s'oppose donc pas à la propagande russe mais y contribue. Nous condamnons fermement de telles déclarations. Russe ne veut pas dire pro-russe !

Nous rappelons que la situation dans laquelle un groupe de personnes subit des restrictions de droits sur la base de la langue relève de la définition de la discrimination (article 1 de la loi ukrainienne “sur les principes de prévention et de lutte contre la discrimination en Ukraine”). Conformément à la Constitution ukrainienne, l'Ukraine garantit le libre développement de toutes les langues des minorités nationales ukrainiennes.

Par conséquent, les discours de haine doivent être rejettés en tant qu'élément de la propagande ennemie et du lavage de cerveau de notre population.

NON au chauvinisme !

Solidarité - OUI !

Solidarité avec les travailleurs et les syndicats d'Ukraine

Appels et campagnes de collecte de fonds



Fournissons à l'Ukraine des générateurs qui pourront être utilisés en première ligne !

Campagne d'helloasso pour *Pour l'Ukraine pour leur liberté et la nôtre*

Soutenir l'équipement de sauvetage des équipes de secours miniers en Ukraine!



Source : Campagne de solidarité avec l'Ukraine

Depuis son lancement en juin 2024, notre appel en faveur des équipes de sauvetage minier en Ukraine a permis de récolter plus de 17 000 livres sterling, auxquelles s'ajoutent de précieux dons directs de matériel et d'équipements de protection individuelle. Cependant, le coût de l'équipement spécialisé dont ils ont besoin de toute urgence est extrêmement élevé, et nous visons à atteindre au moins **22 000 livres sterling d'ici novembre 2024** pour poursuivre notre soutien.

Nous avons besoin de votre aide.

Nous vous invitons à faire un don à cette cause essentielle, à faire circuler l'appel au sein de vos réseaux et à collecter des fonds au sein de votre syndicat ou de votre organisation. Chaque contribution fait la différence. Si

vous pouvez contribuer par des dons directs de matériel ou d'équipements de protection individuelle (EPI), veuillez nous contacter à l'adresse suivante : info@ukrainesolidaritycampaign.org.

Avec le soutien de syndicats britanniques, dont l'Associated Society of Locomotive Engineers and Firemen (ASLEF) et le National Union of Miners (NUM), la campagne de solidarité avec l'Ukraine répond à un appel urgent du syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine (NGPU). Le NGPU représente les équipes de la 10^e brigade de sauvetage minier dans l'est de l'Ukraine, qui travaillent dans des conditions périlleuses sous la menace constante de l'artillerie russe et des attaques de missiles.

Ces secouristes effectuent des opérations de sauvetage dans les conditions les plus dangereuses, avec un équipement minimal. Les fonds collectés permettront de leur fournir les outils dont ils ont désespérément besoin pour poursuivre leur travail héroïque.

L'équipement dont ils ont besoin :

- Bottes de pompier, casques, gants et vêtements de protection
- Des équipements de secours robustes tels que le compresseur diesel Atlas et la pompe d'inondation Hyundai
- Imageurs thermiques, analyseurs de gaz, kits de traumatologie médicale, etc.

Le travail des équipes de secours est vital, et les mineurs et secouristes ukrainiens ont besoin de ressources appropriées pour mener à bien leurs opérations. Votre soutien, qu'il s'agisse de dons ou d'actions de sensibilisation au sein de votre communauté, contribuera à rendre cela possible.

Nous remercions tous ceux qui ont déjà apporté leur contribution, notamment le NUM, l'ASLEF, la branche UNISON des pompiers de Londres, et d'autres encore. Nous sommes également reconnaissants au Trades Union Congress (TUC) pour son soutien constant.

Ensemble, nous pouvons sauver des vies. Faites un don aujourd'hui et partagez cet appel avec d'autres.

Soutenez le crowdfunder “Ambulance mitraillée” !

Source : Union des Ukrainiens de France

(19 novembre 2024)
[L'Ambulance Mitraillée France](#) sera présente à Toulouse (Place St Pierre) le vendredi 22 novembre de 12h à 18h, le samedi 23 novembre de 10h à 18h et le dimanche 24 novembre de 10h à 12h.

Nous sommes fiers de pouvoir participer à un projet aussi poignant et puissant : SAUVER LA VIE de civils en UKRAINE !



Plus de 45 associations poursuivent cette initiative dans plusieurs villes de France, et ce week-end, c'est notre tour. **L'objectif de la campagne de crowdfunding est de récolter 300 000 € pour :**

- Acheter 30 nouvelles ambulances ;
- Couvrir les coûts nécessaires (assurance, essence, péages, administration douanière) pour envoyer les ambulances vers les destinations les plus sensibles en Ukraine.

Le lien de collecte de fonds <https://urlr.me/qvSF2>

Nous tenons à remercier [Toulouse - Mairie et Métropole](#) pour leur soutien à ce projet !

Merci à Laurent Lachurie pour avoir coordonné le projet pendant plusieurs mois et à [Thierry Branka](#) pour avoir proposé de ramener l'ambulance de Clermont Ferrand.

Les Russes anti-guerre soutiennent les forces armées d'Ukraine

Source : [Les oiseaux de la liberté pour l'Ukraine](#)

(8 novembre 2024) Nous avons reçu une demande urgente de véhicule de la part de la 1ère compagnie, 1er bataillon, 95ème brigade d'assaut séparée des forces armées ukrainiennes. Compte tenu de l'urgence de la situation, nous avons décidé de remettre le véhicule que nous avions acheté et transporté en Ukraine avec l'aide des volontaires des projets Action4Life et Russes pour l'Ukraine. Le véhicule a été acheté grâce à notre effort commun de collecte de fonds.

Sur les lignes de front, un véhicule n'est pas seulement un moyen de transport. Il est nécessaire pour l'évacuation rapide des blessés, la livraison de matériel et l'accomplissement des tâches de combat lorsque chaque minute compte littéralement.

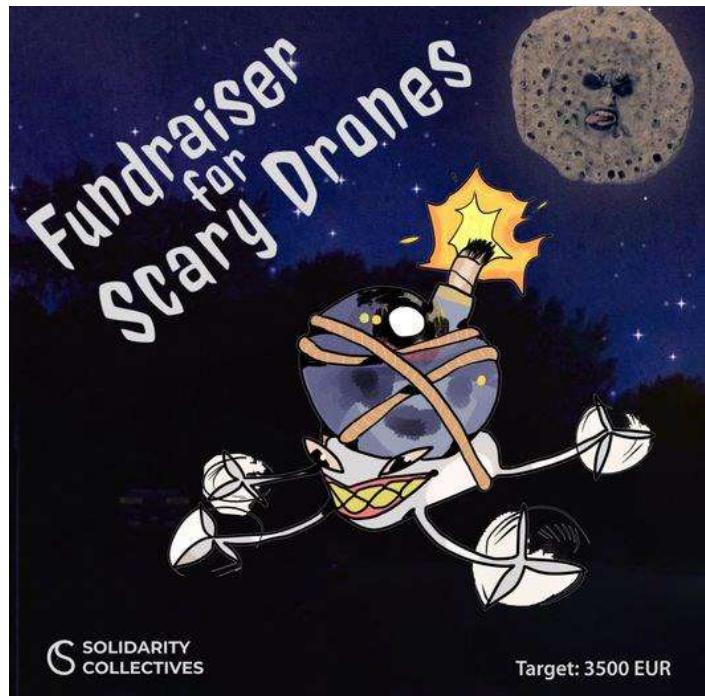
Merci à tous ceux qui soutiennent notre collecte de fonds pour les drones et les véhicules et qui contribuent régulièrement à faire passer le message à leurs amis et à leur famille. Grâce à vous, nous pouvons répondre rapidement à ces demandes et fournir aux défenseurs de l'Ukraine l'équipement nécessaire.

Vous pouvez participer à la collecte en cliquant ici : [https://www.paypal.com/donate/...](https://www.paypal.com/donate/)

Et n'oubliez pas la sécurité : si vous souhaitez que votre don reste anonyme, cochez la case correspondante lors du paiement.

Votre aide sauve des vies !

<https://www.freedombirds.help/>



Solidarité Collectifs

La collecte de fonds pour "Scary Drones" se poursuit. Il ne reste qu'un peu d'argent - 330 euros.

Clôturons cette collecte de fonds afin que notre atelier de drone FPV puisse fonctionner à plein régime !

Voici où nous en sommes :

Objectif de collecte de fonds : 160 000 UAH

Dons de la banque : 40 210 UAH

Dons PayPal : €2,426 = UAH 105,773

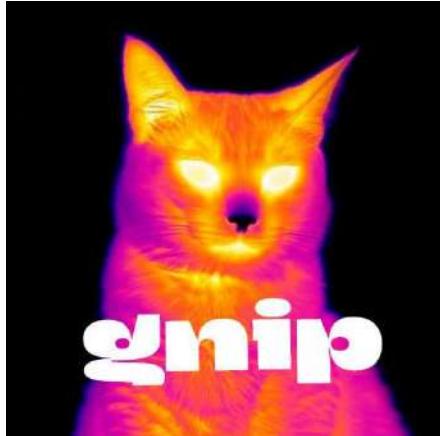
Total collecté : 145 983 UAH

- Boîte à dons

<https://send.monobank.ua/jar/7YrCSbyLJK>

- PayPal :

kseniiia19.beziazynchna@gmail.com



Bonne nuit, fierté impériale

Campagne de collecte de fonds et de fourniture d'équipements aux militants antiautoritaires qui luttent en Ukraine

 gnimperialpride_info@riseup.net  [gnimperialpride](https://gnimperialpride.X)
 t.me/gnimperialpride  taplink.cc/gnip

Solidarité avec les travailleurs et les syndicats d'Ukraine Nouvelles



Les élus de gauche entendent les travailleurs ukrainiens

Source : Sinistra per L'Ucraina (du Mouvement social)

(11 novembre 2024) Une importante délégation d'hommes politiques européens de gauche (photo) s'est récemment rendue à Kyiv pour trouver le meilleur moyen d'aider les travailleurs ukrainiens et de mettre un terme à l'agression russe. La rencontre avec la gauche ukrainienne était donc un élément clé du programme.

Le Mouvement social a souligné qu'une assistance complète aux Ukrainiens, y compris la fourniture d'armes, et l'opposition aux plans de financement de l'agresseur, tels que la flotte fantôme dans la Baltique et l'exportation de gaz russe via l'Azerbaïdjan, sont les premiers pas vers l'affaiblissement de la Fédération de Russie.

“C'est aussi une priorité pour nous. Bientôt, ces questions seront soulevées au Parlement européen”, ont assuré les camarades.

Parmi les invités se trouvaient ceux qui ont été les premiers à répondre à l'appel du 1er mai des travailleurs de Kryvyi Rih. Les autres députés européens étaient Li Andersson (ancien dirigeant de l'Alliance de gauche finlandaise et ministre de l'éducation), Jonas Sjöstedt (ancien dirigeant du Parti de gauche suédois) et Per Clausen (principal candidat de l'Alliance rouge-verte danoise), qui ont déclaré que l'Union européenne devrait faire davantage pour soutenir l'Ukraine, et ne pas perdre de temps pendant que les trafiquants de drogue gagnent de l'argent sur nos problèmes. Ils n'ont pas oublié leurs promesses, même après avoir remporté les élections européennes.

Frederikka Hellemann, conseillère politique de Li, Jonas et Pea, a souligné que la communication directe est une condition préalable à la compréhension. C'est pourquoi ils ont également invité l'ancienne dirigeante du bloc de gauche portugais, Catarina Martins, en Ukraine. Mme Martins est devenue la co-coordinatrice de la nouvelle Alliance de la gauche européenne, qui comprend également des partis éco-socialistes pro-ukrainiens. Jan van Aken, récemment élu co-président du parti Die Linke, a également rejoint la délégation.

Trois députés ont soutenu le renouvellement des droits du travail aujourd'hui limités en Ukraine, y compris le droit à la négociation collective, et ont souligné le rôle d'une inspection du travail forte pour garantir des conditions de travail sûres.

Ils sont également préoccupés par les problèmes des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) qui ont été chassées de chez elles par la guerre et qui ont besoin d'aide en matière d'emploi, de logement et de services sociaux.

Outre les actions de l'ennemi, une attention particulière a été accordée aux villes soumises à des bombardements quotidiens, à savoir Kharkiv et Kryvyi Rih, où les habitants souffrent également de l'austérité, qui limite leur accès aux médicaments et à l'aide sociale, et où, en raison du manque d'opportunités d'emploi, on assiste à un exode des jeunes travailleurs qualifiés.

Enfin, la situation des populations vulnérables dans les conditions de guerre a été soulignée, y compris l'importance de la mise en œuvre de la Convention d'Istanbul pour la protection des femmes et des enfants contre la violence. L'intérêt de nos collègues européens pour le dialogue avec les différents groupes de la société ukrainienne a été confirmé par leurs réunions avec les syndicats, les groupes de défense des droits humains et les groupes féministes, nos camarades du syndicat étudiant Action directe et le mouvement des travailleurs de la santé "Sois comme Nina".

Nous nous sommes assurés d'avoir des alliés fiables en Europe, qui ont promis de faire tout leur possible pour que la voix des travailleurs ukrainiens soit entendue et prise en compte.

Commentaire de Li Andersson (Alliance de gauche, Finlande)

Source : Facebook

(11 novembre 2024) Le début de la guerre d'agression illégale de la Russie a marqué un tournant historique dans les relations internationales et un renforcement de la politique de puissance autoritaire.

Seuls les Ukrainiens peuvent décider des sacrifices qu'ils sont finalement prêts à faire. Dans un monde de dirigeants autoritaires comme Trump et Poutine, le risque est grand de régler les choses au-dessus de la tête des Ukrainiens. Il est clair que la guerre ne prendra pas fin sans un processus diplomatique, mais ce serait un échec historique si la paix était imposée à l'Ukraine alors que le soutien de l'Occident s'affaiblit.



Lors de mon voyage en Ukraine, j'ai été profondément impressionnée par la force des gens et leur volonté de survivre. En pleine guerre, de nombreuses personnes sont vraiment accablées, mais des bénévoles continuent de fournir des soins palliatifs, par exemple, et d'évacuer des personnes près des lignes de front, au péril de leur vie.

En Ukraine, les problèmes de société n'ont pas disparu, bien au contraire. Mais les Ukrainiens peuvent être aidés à les résoudre. La pénurie de logements en pleine guerre est un problème, et les succès de la Finlande en matière de politique du logement ont été soulignés au cours de la visite. C'est aussi l'occasion pour les villes finlandaises de coopérer.

Il est clair que le marché du travail ne fonctionnera pas normalement pendant la guerre, mais beaucoup craignent que les restrictions du droit de grève et l'arrêt des négociations collectives ne restent permanentes. L'ONG de gauche Sotsialnyi Rukh rassemble des acteurs allant des étudiants aux militants syndicaux pour défendre les droits des travailleurs sur un large front. Les soutenir est une tâche commune importante pour la gauche.

Le soutien à l'Ukraine nécessite une coopération au niveau de l'État et de l'organisation. L'adhésion à l'Union européenne et les garanties de sécurité font partie de l'avenir du pays, mais dans ce processus, nous avons besoin de changements en Ukraine et en Europe. L'Ukraine se trouve entre l'Est et l'Ouest, mais cela ne doit pas signifier être pris au milieu.

M. Zelenskyi s'est adressé aujourd'hui au Parlement européen. Son message était que l'Europe doit se rappeler que sa force réside dans l'unité. Sans pression ni soutien militaire à l'Ukraine, la Russie n'aura pas besoin d'entamer de véritables négociations en vue d'une paix juste.

Sunflower Scotland est en mission pour aider 500 personnes âgées et pauvres dans l'est de la région de Kharkiv.

(Source : [Tournesol Écosse](#))

- Réfugiés de Vovchansk - une ville ukrainienne anéantie par la Russie en mai 2024
- Les personnes âgées dans les villages

Nous avons chargé 40 grands sacs de vêtements chauds en provenance d'Écosse. En outre, Sunflower a acheté 520 paires de bottes d'hiver en caoutchouc fabriquées en Ukraine. Nous irons chercher les bottes à Kharkiv et livrerons le tout directement aux personnes dans le besoin dans les villages.



Nos remerciements les plus sincères aux merveilleuses communautés de Cockenzie & Port Seton Old Parish Church, [Tranent Parish Church](#), Haddington Parish Church, [Torphichen Kirk](#). Vous avez collecté des vêtements chauds et des dons pour rendre cette mission possible. Nous vous remercions !

Ensuite, nous irons livrer des fournitures médicales. Attendez nos prochaines mises à jour...

Dans les villes minières du front, avec la délégation de l'USC

(Source : [Olesia Briagunova \(KVPU\)](#), Facebook

(15 novembre 2024) Avec des bénévoles de la campagne de solidarité avec l'Ukraine, nous avons visité des villes minières dans les régions de Dnipropetrovsk et de Donetsk et avons été témoins du courage des personnes qui travaillent malgré les bombardements, la tension causée par l'avancée des forces russes, la douleur de la perte de leurs maisons et de leurs proches. Nous avons reçu un accueil sincère et chaleureux de la part de travailleurs courageux et de membres de syndicats indépendants du Donbas.

Nous avons vu l'impact des attaques sur les lieux de travail.

De plus, nous étions dans le district de Pokrovsk, à seulement dix kilomètres de la ligne de front. J'avais déjà visité cette ville en me rendant à Myrnograd, et il est déchirant de constater que les deux villes sont détruites et subissent de lourdes attaques. Les défenseurs ukrainiens se battent sans relâche pour protéger ces villes. Une aide importante est nécessaire.

Nous étions dans des endroits qui, plus tard dans la journée, ont été attaqués. L'équipe de l'USC a acheminé l'aide des syndicats britanniques et tout ce qu'ils ont donné aux démineurs - deux véhicules, du matériel et des équipements de protection - a été utilisé plus tard dans la soirée pour répondre à un bombardement.

Nous remercions chaleureusement nos amis britanniques pour leur soutien indéfectible aux travailleurs et au syndicat ukrainiens. Comme d'habitude, nous remercions la Fondation caritative Danilov pour son aide.

Nous exprimons une gratitude sans bornes aux courageux sauveteurs de mines des 10e et 8e escadrons, qui sauvent les mineurs sous terre dans les mines et les civils après les attaques contre les villes minières.

En outre, les démineurs défendent également l'Ukraine sur la ligne de front. Malheureusement, certains d'entre eux ont été tués ou sont portés disparus au combat.

Les affiliés ukrainiens de l'IndustriALL révèlent les besoins critiques du secteur de l'énergie

Source : IndustriALL

(23 octobre 2024) Le 14 octobre, IndustriALL a rencontré des affiliés ukrainiens pour évaluer la situation actuelle des conditions de vie et de travail et élaborer une stratégie pour la reconstruction d'après-guerre. Les discussions ont mis l'accent sur la nécessité pour les syndicats de jouer un rôle central, en veillant à ce que les droits et les besoins des travailleurs soient préservés au fur et à mesure de la reconstruction de l'Ukraine.

Le secrétaire général d'IndustriALL, Atle Høie, a souligné l'importance de ces mises à jour afin d'identifier les domaines dans lesquels des contributions peuvent être apportées. Il a insisté sur le fait que la reconstruction sera massive et qu'il est essentiel de mettre en place des systèmes de distribution de l'argent et d'implication du mouvement syndical.

Les syndicats ukrainiens ont souligné leurs difficultés. L'augmentation des impôts a aggravé la situation, imposant des contraintes supplémentaires aux Ukrainiens. Dans le même temps, le pays perd des employés hautement qualifiés, qui sont essentiels à sa restructuration future. Les syndicats ont également souligné que le manque d'Internet, d'électricité, de charbon et d'autres produits essentiels pour l'hiver constituait un problème majeur. Les femmes ont également été forcées de descendre dans les mines car les hommes se battent dans la guerre.

À l'approche de l'hiver, les syndicats ont déclaré que si le secteur nucléaire est prêt, 80 % des centrales énergétiques ont été détruites. Cette dévastation exerce une pression énorme sur les travailleurs du secteur nucléaire, qui sont maintenant chargés de maintenir l'approvisionnement en énergie du pays. Sans énergie, l'Ukraine ne peut pas se reconstruire. Les travailleurs risquent leur vie chaque jour en réparant les infrastructures endommagées par les bombardements incessants.

Valeriy Matov, président de l'affilié d'IndustriALL Atomprofspilka (photo ci-dessus lors de la manifestation de 2019) a déclaré : "Nous sommes prêts à relever les défis qui se présentent à nous : "Nous sommes prêts à relever les défis qui se présentent à nous. Nous avons terminé les réparations dans les usines et elles sont maintenant utilisées. Le travail est très lent et n'est parfois pas de la meilleure qualité, mais nous résoudrons les problèmes un par un. Nous sommes également en train de créer des systèmes de protection.

Une grande partie de la main-d'œuvre a été perdue, ce qui a entraîné une baisse significative du nombre de membres des syndicats. L'absence de cotisations a rendu les syndicats vulnérables sur le plan financier, les empêchant de poursuivre leur travail essentiel. Casper Edmonds, représentant de l'Organisation internationale du travail (OIT), a donné un aperçu du travail de l'OIT en Ukraine. "Nous documentons les violations des droits des travailleurs, nous suivons la situation dans les secteurs de l'exploitation minière et de l'énergie et nous constatons que la situation s'aggrave pour les travailleurs.

M. Edmonds a également indiqué que l'OIT étudiait les politiques des États-Unis et du Japon, notant qu'il y avait un engagement à financer la reconstruction de l'Ukraine. Toutefois, il est essentiel de se concentrer sur les travailleurs du secteur de l'énergie, qui auront besoin d'être formés pour les tâches à venir.

Les syndicats ont fait part de leurs besoins urgents : transformateurs, générateurs et aide financière. Les salaires étant douloureusement bas, la nécessité d'investir dans les industries ukrainiennes est plus cruciale que jamais. Ils ont souligné que les syndicats doivent être inclus dans le processus de reconstruction, non seulement pour protéger



les travailleurs, mais aussi pour veiller à ce que leurs besoins soient satisfaits. Si les syndicats sont exclus, ils craignent que l'effort de reconstruction ne s'essouffle.

Brian Milakovsky et Volodymyr Vlasiuk, co-auteurs de l'étude : [IndustriALL Policy for Ukraine's Survival - Reversing 30 Years of Deindustrialisation](#), préparée pour la Friedrich Ebert Stiftung (FES), ont présenté des recommandations clés en matière de politique industrielle pour la reconstruction de l'Ukraine. Celles-ci comprennent la création d'un conseil de politique industrielle habilité à proposer des réformes législatives et réglementaires qui favoriseront la réindustrialisation. Ce conseil serait soutenu par des conseillers experts afin de renforcer la capacité de l'Ukraine à concevoir et à mettre en œuvre des politiques industrielles efficaces. Cette politique devrait donner la priorité à la localisation et au contenu local, tout en se concentrant sur l'augmentation de la production d'armes, la décarbonisation des systèmes énergétiques pour plus d'efficacité et de résilience, et l'augmentation du soutien financier aux efforts de réindustrialisation.

Mykhailo Volynets, président du syndicat indépendant des mineurs - NPGU et de la Confédération des syndicats indépendants d'Ukraine (KVP), a déclaré :

“Merci à IndustriALL pour l'intérêt qu'elle porte à l'Ukraine. Nous faisons tout ce que nous pouvons pour ramener les gens sur le terrain. Les syndicats insistent pour que les salaires soient alignés sur l'inflation et le PIB, ce qui doit inclure les mineurs. Nous essayons de nous adresser aux différents syndicats et nous travaillons dur pour que notre pays revienne à la normale.

Le secrétaire général adjoint d'IndustriALL, Kemal Özkan, a déclaré : “Nous continuerons à répondre aux besoins de nos affiliés en Ukraine : “Nous continuerons à répondre aux besoins de nos affiliés en Ukraine en mobilisant tous nos efforts et toutes nos ressources. Les syndicats ukrainiens jouent un rôle important dans la reconstruction de leur pays avec une vie sociale et économique viable et notre solidarité est avec eux.”

Une délégation d'enseignants britanniques en visite en Ukraine

Source : *Workers Liberty*

(31 octobre 2024) Une délégation d'enseignants et de membres du syndicat de l'éducation nationale (sur la photo) visite des écoles à Lviv, en Ukraine. Ces photos ont été prises dans l'abri anti-aérien de l'école.

Solidarité avec l'Ukraine !

Au total, 365 établissements d'enseignement ukrainiens ont été totalement détruits - la plupart dans la région orientale du Donbas - et 3 400 ont été endommagés.

L'année dernière, seul un tiers des enfants ukrainiens ont pu aller à l'école en personne. Un autre tiers a étudié entièrement en ligne. En raison de la pandémie de Covid-19, certains élèves ont manqué les quatre dernières années d'école.

Selon les données de l'ONU, au moins 600 enfants ont été tués dans des attaques depuis l'escalade de 2022.

Les attaques contre les infrastructures civiles sont scandaleuses et incessantes. Elles constituent également des crimes de guerre.

Tous les syndicats ukrainiens soutiennent la guerre d'autodéfense du pays. De nombreux militants se battent en première ligne. Ils savent ce qui est en jeu. Si l'Ukraine perd face à la Russie, elle perdra non seulement son droit à l'autodétermination, mais la démocratie ukrainienne sera détruite et, avec elle, les syndicats seront écrasés.



Association Ukraine-Euskadi : de vieux filets de pêche en guise de camouflage !



(2 octobre 2024--Donostia-San [Sebastián](#)) Bénévoles recherchés ! Un autre Toloka est annoncé ce samedi à Donostia !

Nous avons besoin d'aide pour emballer et préparer les filets de pêche afin de les envoyer en Ukraine. En Ukraine, ils seront camouflés et contribueront à sauver la vie de nos défenseurs.

Votre participation est extrêmement importante et contribuera à sauver la vie de nombreux défenseurs ukrainiens qui protègent notre liberté.

Quand : Le 5 octobre 2024, à partir de 9h30

Où : Errekalde, Polígono Industrial Rekalde, 3, Lasarte-Oria, Guipuzcoa

Rejoignez notre communauté de bénévoles ! Nous vous serons reconnaissants de votre aide. C'est très important.

Analyse de la gauche ukrainienne

- **Sotsialnyi Rukh (Mouvement social)** : [Le chemin de la victoire et les tâches de la gauche ukrainienne](#)
- [Rencontre avec des militants de la Plate-forme sociale-démocrate \(en anglais\) \(Workers' Liberty\)](#)
- **Oleksandr Kyselov** : [Ukraine : La force vient de l'intérieur](#)

Luttes ouvrières au Belarus

Maksim Pazniakou (BKDP) : Le gouvernement biélorusse a réussi à vendre de l'air. Mais la patience de l'OIT est à bout

La réunion du conseil d'administration du Bureau international du travail (BIT), qui s'est tenue du 28 octobre au 8 novembre à Genève, a évalué les mesures prises par le gouvernement biélorusse pour mettre en œuvre la résolution de l'OIT lui demandant de prendre des mesures concernant les droits syndicaux et l'accès aux syndicalistes emprisonnés. Les représentants des autorités biélorusses ont une fois de plus brossé leur propre tableau du monde, mais la réponse des membres de l'organisation internationale a été sans équivoque.



Source : Salidarnast

(14 novembre 2024) "C'est la Conférence internationale du travail de 2023 à Genève, qui se tient chaque année sous l'égide de l'Organisation internationale du travail (OIT), qui a adopté une résolution [sur l'application de l'article 33](#) de la Constitution de l'OIT au gouvernement du Belarus - une mesure sans précédent - et a émis des recommandations", a expliqué Maksim Pazniakou (photo) à *Salidarnast*.

Mme Pazniakou, présidente en exercice du Congrès biélorusse des syndicats démocratiques (BKDP), a participé à la réunion du conseil d'administration de l'OIT du 28 octobre au 7 novembre en tant que représentante de la Confédération syndicale internationale (CSI).

"Historiquement, le gouvernement biélorusse a réussi à faire de l'air à l'OIT, en ne faisant que des tentatives symboliques pour mettre en œuvre les recommandations.

Les autorités biélorusses, représentées par le ministre du travail et de la protection sociale Ihar Staravoitau (qui a assisté à la réunion en ligne), ont tenté une nouvelle fois de rejeter les accusations de la communauté internationale.

M. Pazniakou a commenté : “La position du gouvernement ressemble beaucoup à l'écran de télévision de propagande au Belarus : aucune violation des droits des travailleurs, la Fédération syndicale [officielle] du Belarus (FPB) est forte de quatre millions de membres et lutte courageusement pour les droits des travailleurs, tandis que les militants syndicaux emprisonnés ont été condamnés non pas pour leurs activités syndicales, mais en vertu d'articles du code pénal pour des délits spécifiques qu'ils ont commis. Le reste n'est qu'intrigues et machinations du monde occidental qui cherche à changer la situation politique du pays.

“C'est ainsi que cette phrase a résonné une fois de plus dans les murs de l'OIT. La seule différence cette fois-ci est que la patience des États membres et des représentants des gouvernements a été poussée à son paroxysme. Personne n'était plus disposé à entendre et à supporter la même vieille histoire, encore et encore, sans le moindre signe d'action concrète”, a déclaré M. Pazniakau, décrivant la réaction des participants à la réunion du conseil d'administration.

Il rappelle la proposition faite précédemment au gouvernement du Belarus d'accepter une mission de l'OIT à Minsk afin qu'elle puisse procéder à une évaluation de première main de la situation et lui permettre de rendre visite aux dirigeants syndicaux emprisonnés pour s'assurer de leur état.

“Toutes ces propositions ont été rejetées catégoriquement par les autorités biélorusses. La proposition suivante a donc été de nommer un représentant spécial pour la Biélorussie à des fins de contrôle”, souligne M. Pazniakau. “Cette situation dure depuis dix-huit mois, depuis que la CIT a pris sa décision concernant le Belarus.

“Pendant ce temps, les militants syndicaux emprisonnés, comme tous les autres prisonniers politiques du pays, continuent de subir la répression, et l'état de santé de beaucoup d'entre eux est très préoccupant”.

“Au cours des [récentes amnisties](#), un seul syndicaliste a été libéré pour des raisons humanitaires”, a rappelé Maksim Pazniakou. “Il s'agit de Vasily Beresneu, un militant du REP [Syndicat des travailleurs de l'industrie radiophonique et électronique du Belarus] qui n'avait qu'un seul rein et souffrait d'un cancer.

“Il y a encore en prison Vatslav Areshka, qui est presque complètement aveugle et d'un âge assez avancé, Gennady Fedynich, qui souffre de diabète et a été condamné à neuf ans de prison, le président du BKDP, Aliaksandr Yarashuk, et beaucoup, beaucoup d'autres.

“À ce jour, aucun médecin international n'a été autorisé à leur rendre visite, ce qui nous empêche de savoir ce qui arrive à nos camarades dans les prisons où les détenus meurent régulièrement.

Depuis la fin de l'année 2020, au moins 69 dirigeants et militants syndicaux biélorusses ont fait l'objet de poursuites pénales. Une trentaine d'entre eux sont toujours derrière les barreaux, tandis que ceux qui ont purgé leur peine sont toujours harcelés et persécutés par les autorités.

Le dirigeant syndical a fait remarquer : “À chaque réunion, le gouvernement biélorusse nie totalement sa culpabilité et ne fait même pas semblant d'entamer des démarches en vue d'établir une forme de dialogue, même s'il assiste invariablement à tous les événements de l'OIT pour promouvoir son propre ordre du jour. Heureusement, le monde compte encore une majorité de personnes qui comprennent ce qui se passe au Belarus”.

La dernière réunion du conseil d'administration en a été une illustration frappante. Le projet de décision proposé a été soutenu par 41 membres, avec six abstentions et seulement deux votes contre, de la part de la Russie et de la Chine.

“Par leurs actions et l'absence totale de volonté de dialogue, les autorités biélorusses invitent résolument à de nouvelles sanctions. Et les déclarations sévères des représentants de l'Union européenne, des États-Unis, de l'Australie et d'autres pays indiquent qu'il est fort probable qu'un nouveau train de mesures soit en préparation.”

Il convient de noter que l'article 33 de la Constitution de l'OIT n'a été appliqué qu'une seule fois dans l'histoire de l'organisation - au Myanmar, pour le recours systématique au travail forcé dans ce pays.

Maria Kalesnikawa, symbole de la lutte pour la liberté au Belarus



Source : [Amnesty International Pologne](#)

(8 novembre 2024) Grâce à son courage, Maria Kalesnikawa, militante politique biélorusse, est devenue un symbole de la lutte pour la liberté et les droits de l'homme.

Le 7 septembre 2020, Maria a été enlevée par les autorités biélorusses et condamnée à 11 ans de prison sur la base d'accusations forgées de toutes pièces.

Sa détermination et sa volonté de s'opposer à un gouvernement répressif sont devenues une source d'inspiration pour des milliers de personnes dans le monde.

Maria reste isolée dans une colonie pénitentiaire et sa famille n'a eu aucun contact avec elle depuis plus d'un an.

Maria est l'une des protagonistes du Marathon d'écriture de lettres de cette année. Au fil des ans, nous avons collectivement sauvé de nombreuses vies grâce à cette campagne. Voyez comment vous pouvez aider.

Lectures complémentaires sur le Belarus

- [Vous les suppliez de vous donner du savon et des serviettes hygiéniques. Les prisons pour femmes du Belarus transforment la menstruation en une forme de torture \(Meduza\)](#)
- [Situation des droits humains au Belarus. Octobre 2024 \(Viasna\)](#)



Leanid Sudalenka, éminent défenseur des droits de l'homme et activiste biélorusse, et ancien prisonnier politique dans le goulag du régime de Lukachenko, s'est récemment rendu en Suède pour informer le gouvernement et le parlement suédois du sort des milliers de prisonniers politiques au Belarus.

Discussion

Le néolibéralisme ouvre la voie au fascisme

Par [Colin Long](#) (Responsable des transitions, Victorian Trades Hall Council)

1. S'opposer à l'impérialisme partout

La gauche doit se battre pour la victoire de l'Ukraine contre l'impérialisme russe. Mais nous devons également nous battre pour la démocratie, les droits des travailleurs et la justice sociale pour les Ukrainiens.

Le mouvement syndical mondial et, plus largement, la gauche doivent lutter contre l'impérialisme et l'agression, où qu'ils se produisent.

S'opposer au fascisme ethnonationaliste de Netanyahu, de Trump, de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) ou de Poutine devrait être au cœur de notre politique. Cela signifie qu'il faut s'opposer au massacre génocidaire d'Israël à Gaza, qui s'étend maintenant à tout le Moyen-Orient, et au massacre impérialiste génocidaire de Poutine en Ukraine.

Il n'est pas surprenant que l'extrême droite du monde entier soutienne Poutine et, de plus en plus, Netanyahu. Le régime de Poutine, allié à une église d'État réactionnaire, est l'étoile du filon mondial de la droite raciste anti-immigrés, anti-LGBTQ, antisyndicale et réactionnaire. Poutine finance de nombreuses organisations d'extrême droite dans le monde, entretient de bonnes relations avec des partis politiques tels que l'AfD, le Rassemblement national français et le Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ) et collabore avec des acteurs malveillants en ligne, dont Elon Musk, pour répandre la désinformation et la haine et pour saper la démocratie.

La défense de l'Ukraine est donc vitale dans la lutte mondiale contre l'extrême droite et le fascisme. Mais défendre l'Ukraine ne suffit pas. Ce à quoi l'Ukraine ressemblera après la guerre est tout aussi important. On demande aux Ukrainiens de faire d'énormes sacrifices pour défendre leur pays. Ce n'est que grâce à une extraordinaire solidarité collective qu'ils sont parvenus jusqu'à présent à repousser l'empire russe. Seule l'action collective et le sacrifice sont capables de remporter une lutte majeure. Cela est vrai aussi bien pendant la guerre qu'à la fin de celle-ci. C'est pourquoi il faut s'opposer aux tentatives de l'actuel gouvernement ukrainien d'introduire des changements néolibéraux, axés sur le marché et les investisseurs, dans les structures économiques et sociales du pays.

Les sacrifices du peuple ukrainien ne doivent pas être récompensés en les jetant en pâture au capitalisme européen ou mondial. Tous les syndicalistes et les gauchistes y ont intérêt. La vérité est que les conditions de la montée de l'extrême droite en Europe, aux États-Unis et dans de nombreux autres pays ont été créées par l'imposition du néolibéralisme au cours des quarante dernières années : privatisation, travail précaire, attaques contre les syndicats, désindustrialisation et financiarisation de l'économie, croissance du pouvoir des entreprises, affaiblissement de l'État-providence. Tous ces éléments ont sapé la sécurité, la solidarité et la communauté. La nature de plus en plus sclérosée des systèmes démocratiques libéraux et la tyrannie croissante du "centre raisonnable" et de ses solutions "laisser faire le marché" à tous les problèmes, ont semé le désespoir que des changements autres que les plus anodins puissent être apportés. Cela permet aux prédateurs de l'extrême droite de se faire passer pour des perturbateurs du système et de colporter leurs récits simples, comme celui selon lequel les migrants sont la cause de la plupart des problèmes.

2. Les intentions malignes du néolibéralisme

Sous les prescriptions politiques néolibérales qui occupent la sphère politique depuis des décennies se cachent trois intentions profondes :

1. *Isoler l'économie des processus démocratiques.* L'objectif des néolibéraux, largement atteint, a été de faire en sorte que les décisions relatives à l'allocation des ressources d'une société soient soustraites au domaine de la



politique démocratique - sur lequel les citoyens ordinaires, par le biais d'organisations collectives telles que les syndicats, pourraient avoir une certaine influence - et confiées à la "discipline" du marché.

En remplaçant le contrôle politique de l'allocation des ressources par des mécanismes de marché, les fondamentalistes du marché ont retiré du champ de la contestation démocratique les décisions qui affectent profondément la vie des gens - le type d'emploi qu'ils occupent, les activités économiques qui existent dans leur ville ou leur région, par exemple - et ont réduit l'État à une agence qui gère les conditions des relations de marché. Les hommes politiques sont perçus comme ayant peu de contrôle sur ces aspects de la vie des gens parce que, dans un monde où "les marchés" sont les juges de ce qui peut ou ne peut pas être fait dans la sphère économique, ils n'ont pas beaucoup de contrôle.

Dans ce monde où le contrôle des choses importantes semble de plus en plus lointain, les représentants élus ont été remplacés par des "experts" qui, en raison de leur éloignement et de leur absence de responsabilité, sont considérés avec méfiance. L'une des conséquences de cette évolution a été l'intensification de la contestation politique sur des questions qui échappent, du moins dans une certaine mesure, au contrôle des marchés - des questions telles que la criminalité et l'ordre social, la sécurité nationale, l'immigration et l'identité. C'est le contenu de ces questions que l'extrême droite promeut sans relâche.

2. *Détruire le collectivisme.* La gauche a légitimement déploré la montée de l'individualisme. Mais la "montée de l'individualisme" donne l'impression d'un processus social inéluctable sur lequel on n'a que peu de prise. La vérité est bien pire : le néolibéralisme s'acharne à détruire le collectivisme. La meilleure façon de concevoir le néolibéralisme n'est pas de le considérer comme un programme de déréglementation ou de contraction de l'État, comme on le pense généralement, mais comme un programme de décollectivisation et de remplacement de la solidarité de classe par un accent mis sur la subjectivité et les droits individuels. Dans un sens, le néolibéralisme n'est que le libéralisme libéré des contraintes imposées par le mouvement syndical et la social-démocratie jusqu'à la fin des années 1970. Il a toujours été dans l'intérêt du capitalisme de voir ses opposants fragmentés, et aujourd'hui l'extrême droite joue ce rôle de manière très claire.

Nous devons comprendre à quel point le processus de décollectivisation est profondément ancré dans nos systèmes économiques, notre politique et notre culture. Dans le monde du travail, la location de main-d'œuvre, la sous-traitance, les contrats fictifs, les emplois de l'économie parallèle, les négociations au niveau de l'entreprise (par opposition à la fixation des salaires à l'échelle de l'économie ou de l'industrie), ainsi que les changements d'échelle des entreprises, ont joué un rôle essentiel dans la décollectivisation. Dans le domaine des relations industrielles, les forces en présence sont les restrictions imposées aux syndicats, les contrats individuels, l'accent mis de plus en plus sur la primauté du contrat de travail, la perte de densité syndicale et le recul des syndicats par rapport au syndicalisme de mouvement social.

Sur le plan culturel, la décollectivisation bénéficie d'outils de propagande et d'influence culturelle qui semblent conçus à cette fin, notamment les médias sociaux, les nouvelles formes de programmes télévisés (la télé-réalité est conçue autour de l'idée que toute la vie doit être une compétition entre individus) et l'acceptation générale de l'idéologie du capitalisme de libre marché par pratiquement toutes les formes de médias grand public.

3. *Empêcher la détermination sociale, politique et démocratique des normes, des valeurs et des droits, fondée sur des preuves et l'exercice de la raison, et rétablir des systèmes fondés sur des traditions héritées et des formes sociales réactionnaires et religieuses.*

Ce serait une erreur de considérer l'extrême droite comme des néolibéraux en bottes de bovin. La meilleure façon de se les représenter est d'y voir à la fois une manifestation du malaise social causé par le capitalisme contemporain et une tentative de tirer profit de ce malaise pour faire avancer leur propre agenda. Sans ce malaise, ils n'auraient que peu ou pas d'influence. Si cela est vrai, cela signifie que, bien que nous devions considérer l'extrême droite comme une menace très réelle et réagir en conséquence, nous ne devrions pas nous laisser distraire en pensant qu'il s'agit de la seule ou de la principale menace. C'est la philosophie politico-économique de la droite "classique" qui brûle la terre sur laquelle marche l'extrême droite.

Isoler l'économie de la participation démocratique, dé-collectiviser, réintroduire des formes réactionnaires de contrôle social : voilà l'essence du néolibéralisme. On remarquera qu'elles sont également au cœur du poutinisme. Les syndicalistes des pays occidentaux ont déjà vu cela. Nous connaissons maintenant le résultat : la montée de l'extrême droite. Combattre l'impérialisme réactionnaire de Poutine et son invasion de l'Ukraine est vital.

Combattre, en même temps, la dévastation du collectivisme et de la démocratie par le néolibéralisme, en Ukraine et dans le monde entier, est essentiel pour barrer la route au fascisme.

Plus d'argent dans les poches des fabricants d'armes n'aidera pas l'Ukraine



Avec un nouveau programme industriel de défense, la Commission européenne veut injecter des milliards dans l'industrie européenne de l'armement. Mais si l'UE veut aider l'Ukraine, il faut avant tout réorganiser la production d'armes en Europe, et non la réarmer.

Par Tobias Clausen (candidat de l'Alliance rouge-verte, à gauche) et Søren Søndergaard (député de l'Alliance rouge-verte au Parlement danois, à droite)



Source : [Jyllands-Posten](#)

(19 novembre 2024) "Comment allons-nous protéger notre infanterie ? Pensent-ils que nous devrions lancer des bâtons sur les Russes ?"

La question vient de Vadym, un soldat ukrainien sur la ligne de front. Il regarde la caméra de l'équipe de journalistes allemands d'un air résigné. Son unité d'artillerie, en défense contre l'attaque russe, a été contrainte de rester inactive pendant quatre jours en raison d'une pénurie de munitions.

L'histoire de Vadym est loin d'être unique. La défense ukrainienne manque cruellement de munitions. La joie a donc été grande lorsque l'Union européenne (UE) [a promis](#) en 2023 [de livrer](#) un million de munitions d'artillerie à l'Ukraine avant la fin du mois de mars 2024.

Toutefois, au début du mois de septembre, soit cinq mois après la date limite, l'UE n'avait livré qu'environ [650 000 munitions](#). Une situation tout à fait inacceptable. D'autant plus que les fabricants d'armes européens disposent depuis longtemps des capacités de production nécessaires pour que l'UE tienne ses promesses.

Dans un premier temps, la lenteur des livraisons a été justifiée par des goulets d'étranglement au niveau de la production et par le manque d'investissements. Mais comme l'a expliqué Josep Borrell, représentant de l'UE pour les affaires étrangères, la capacité de production n'est plus un obstacle : ce qui entrave les livraisons à l'Ukraine, c'est le fait que les fabricants d'armes européens exportent des armes vers des clients hors de l'UE qui ne sont pas en guerre.

On estime que 40 à 60 % de toutes les munitions produites dans l'UE sont exportées vers des pays extérieurs à l'UE.

Il n'est pas surprenant que les entreprises dont le but dans ce monde est de maximiser les profits de leurs propriétaires et actionnaires vendent leurs produits là où les profits sont les plus élevés, au prix le plus élevé possible.

Depuis que la guerre en Ukraine a éclaté, les prix sur le marché européen et mondial des armes ont explosé. Il existe des exemples où le prix d'achat des munitions pour l'Ukraine a [été multiplié par cinq](#) sans aucune explication valable et où les fournisseurs [gardent des armes et des munitions en stock](#) parce qu'ils savent que le prix va doubler dans six mois.

Ce qui est surprenant, c'est que l'UE ne prenne pas de mesures contre ce comportement cupide et sans scrupules des fabricants d'armes européens pour garantir la fourniture d'armes et de munitions à l'Ukraine. Au lieu de cela, avec un nouveau [programme industriel de défense](#), la Commission européenne propose de déverser des milliards d'argent des contribuables dans cette même industrie de l'armement.

L'UE est déjà le deuxième plus grand exportateur d'armes au monde. [Plus de 25 %](#) de toutes les armes vendues sur le marché mondial sont produites dans l'UE. La France représente à elle seule 11 % de l'ensemble des exportations d'armes, juste derrière les États-Unis.

Il peut être judicieux d'investir dans la production de capacités de défense très spécifiques que l'UE ne peut actuellement pas se procurer. Il en va de même pour les achats conjoints d'équipements militaires et les investissements dans le développement de l'industrie de défense ukrainienne. L'Alliance rouge-verte soutient cette démarche.

Mais avant toute proposition visant à augmenter les investissements dans l'industrie de la défense, nous devrions discuter de la manière dont nous pouvons garantir que les armes et les munitions actuellement produites dans l'UE sont également livrées aux bonnes personnes. Le fait que, même après l'invasion de la Crimée en 2014, les entreprises d'armement européennes [aient continué à fournir des armes à la Russie en est la](#) preuve. Et que les pays de l'UE approuvent aujourd'hui les exportations d'armes vers des pays comme l'Arabie saoudite et Israël, malgré leur piètre bilan en matière de droits de l'homme, c'est le moins que l'on puisse dire.

Le moyen le plus rapide, le plus économique et le plus efficace de tenir nos promesses à l'égard de l'Ukraine serait d'imposer une interdiction totale des exportations de munitions et d'armes vers les pays extérieurs à l'UE et à l'Ukraine.

Autres lectures sur la question de l'armement de l'Ukraine

- (**Presse-toi à Gauche**) [Les syndicats et les livraisons d'armes à l'Ukraine \(24 février 2022 - septembre 2024\)](#)
- (**Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine**) [Sur l'armement de l'Ukraine et la lutte contre le militarisme](#)
- (**La Stampa, Emanzipation.org, Ukraine Solidarity Campaign**) [Carola Rackete : "Être de gauche, c'est être du côté des opprimés".](#)
- (**New Politics**) [Pour défendre le droit à l'autodéfense de l'Ukraine \(en anglais\)](#)
- (**Refrattario e contracorrente**) [Ucraina e armi, una discussione da fare](#)
 - ✓ [Le parti socialiste reste du côté des oppresseurs. Pour cela, il faut oser des missiles à Kiev](#) (entretien avec Carola Rackete).
 - ✓ [Un autre aurait pu faire l'Ukraine](#) (Paolo Tani)
 - ✓ [Europarlément, Carola Rackete et le sasso dans le "stagno"](#) (Germano Monti)
 - ✓ [La sinistra è tirannicida e pacifismo e campismo rischiano di travolgerla per sempre](#) (Marco Noris)
 - ✓ [Le conflit russe-ukrainien est marqué par un manque de solidarité bilatérale](#) (Flavio Guidi)
 - ✓ [Des armes à l'Ukraine ? La nécessité d'une approche dialectique](#) (Marco Parodi)
 - ✓ [Occorre il pessimismo della ragione, ma l'invio delle armi non è alternativo alla ricerca della pace](#) (Francesco Brusa)

Pour en savoir plus

- *The Guardian* : [Unilever sells Russian business after pressure from campaigners](#) (en anglais)
- *Les biens communs* : [Syndicats, déréglementation et dialogue social : Un entretien avec Vitaliy Dudin](#) (en anglais, [français](#) et [norvégien](#))
- *Pour l'Ukraine, pour leur liberté et la nôtre* : [Dossier de presse : Implication du parti Russie Unie dans la déportation, la russification et l'adoption d'enfants ukrainiens](#) (en anglais et en [français](#))
- *Spiked* : [Boris Johnson, Zelensky et le mythe de l'accord de paix contrarié](#) (en anglais)
- *Meduza* : [Le budget fédéral 2025 de la Russie prévoit des dépenses militaires et “top secrètes” record - et des hausses d'impôts pour les citoyens ordinaires](#) (en anglais)
- *Campagne de solidarité avec l'Ukraine* : [L'État russe s'en prend à la campagne de solidarité avec l'Ukraine](#) (en anglais)
- *Russia.Post* : [\(Ilya Budraitskis\) “Essayer de convaincre le reste du monde que Poutine a raison sur tout, et pas seulement sur l'Ukraine”.](#) (en anglais)
- *Survie culturelle* : [un appel des représentants de la République de Sakha \(Yakutia\) au Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme](#) (en anglais)